

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE DÉVELOPPEMENT DE LA NEUTRALITÉ DE GROTIUS A VATTEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mardi 13 décembre 1910

PAR

Henry BAUDENET D'ANNOUX

Président de Thèse : M. PILLET

Suffragants : { M. CHAVEGRIN, *Professeur*
 { M. LESEUR, *Professeur*



ORLÉANS

IMPRIMERIE AUGUSTE GOUT ET C^{ie}

PASSAGE DU LOIRET

—
1910

LE DÉVELOPPEMENT
DE LA NEUTRALITÉ
DE GROTIUS A VATTEL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE DÉVELOPPEMENT DE LA NEUTRALITÉ DE GROTIUS A VATTEL

~~~~~

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

*Le Mardi 13 décembre 1910*

PAR

Henry BAUDENET D'ANNOUX



*Président de Thèse : M. PILLET*

*Suffragants :* { M. CHAVEGRIN, *Professeur*  
                          { M. LESEUR, *Professeur*



ORLÉANS

IMPRIMERIE AUGUSTE GOUT ET C<sup>ie</sup>

PASSAGE DU LOIRET

—  
1910



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41555816\\_0003](https://archive.org/details/IA41555816_0003)

# LE DÉVELOPPEMENT DE LA NEUTRALITÉ DE GROTIUS A VATTEL

---

## THÉORIE GÉNÉRALE DE LA NEUTRALITÉ

L'idée de Neutralité est d'origine relativement récente ; l'antiquité l'a toujours ignorée. Les Grecs considéraient tous les étrangers comme des barbares (βάρβαροι) et les Romains, encore plus rigoureux sous ce rapport, ne connaissaient que deux catégories de nations, les nations alliées (*socii*) et les ennemis (*hostes*) ; ils n'admirent jamais qu'un peuple pût en même temps être leur ami et celui de leur adversaire et, en cas d'hésitation de sa part, lui donnaient toujours à choisir entre leur alliance, c'est-à-dire au fond leur suzeraineté, ou leur inimitié.

Les barbares qui au iv<sup>e</sup> siècle renversèrent la domination romaine avaient un retard considérable sur la civilisation de la puissance vaincue ; perpétuellement en lutte les uns contre les autres et ne reconnaissant d'autre loi que celle de la force, ils n'eurent jamais la moindre idée de ce que pouvait être la Neutralité ; le moyen âge se passa tout entier en luttes intestines sans qu'aucune règle de ce genre fût même ébauchée ; seuls les moines de l'époque ont laissé de nombreux et productifs travaux sur le droit des gens ; mais ils ne se sont

pas occupés spécialement de cette question. Leur influence ainsi que celle de l'Eglise s'est surtout exercée en faveur de l'amélioration du droit de la guerre et de la limitation du grand nombre de luttes armées qui était la grande plaie de l'époque.

Ce n'est qu'au xvii<sup>e</sup> siècle, avec Grotius, qu'apparaît nettement l'idée de Neutralité. Cette idée, comme toutes les choses humaines, n'est d'ailleurs pas arrivée d'emblée à la forme sous laquelle nous la connaissons aujourd'hui. Les premiers auteurs qui ont traité cette question ne s'en faisaient pas une idée aussi nette et aussi restrictive que celle que nous en avons maintenant. Qu'est-ce, en effet, que la Neutralité ? La Neutralité, par définition, consiste à ne pas favoriser un belligérant plus que l'autre et à tenir entre les deux parties la balance égale, autant que cela est humainement possible. C'est la théorie actuelle et, au fond, c'est la seule logique ; Grotius et Pufendorf la connaissent d'ailleurs très bien et le traducteur des œuvres de ces deux auteurs, Barbeyrac, en donne, d'après Buddeus, une excellente définition.

#### DE LA NEUTRALITÉ GÉNÉRALE OU PARFAITE

Buddeus qualifie cette Neutralité du nom de générale ; selon lui, elle consiste à rendre également des services à l'un et à l'autre des belligérants et à ne pas favoriser l'un au détriment de l'autre. Les rapports entre neutres et belligérants étant réglés par les droits qu'ils peuvent avoir les uns et les autres, à la Neutralité générale répondent les droits parfaits, c'est-à-dire ceux pour lesquels il existe une obligation absolue à les respecter ; ainsi les neutres ont un droit absolu à ce que les belligérants respectent leurs personnes ou leurs propriétés ; d'où il suit qu'un belligérant ne doit pas entrer de vive

force sur un territoire neutre en y molestant les gens soit dans leurs personnes, soit dans leurs biens. De même, les belligérants ont un droit absolu à ce que les neutres leur rendent les services d'humanité dus à tous les hommes et à tous les peuples, à respecter par exemple et soigner leurs blessés et malades tombés entre leurs mains. Cette définition de la Neutralité et les conséquences qui en découlent ressemblent fort à l'idée que nous nous en faisons aujourd'hui ; mais Grotius, Pufendorf et Buddeus vivaient à une époque où ces idées étaient une nouveauté et par suite nullement respectées en pratique ; aussi, comme il est impossible de passer de l'extrême licence à la rigidité absolue, ils reconnaissent à côté de cette Neutralité une autre Neutralité, la Neutralité particulière ou imparfaite qui, elle, s'éloigne absolument des idées modernes.

#### DE LA NEUTRALITÉ PARTICULIÈRE OU IMPARFAITE

Cette Neutralité, que ces auteurs qualifient de particulière, a ceci d'étrange : c'est qu'au fond ce n'est pas la Neutralité ; si l'on admet que rester neutre est le fait de tenir la balance égale entre les deux partis, la Neutralité particulière ne peut rentrer dans cette définition, puisqu'elle consiste à rendre plus de services à l'un qu'à l'autre, c'est donc une fiction, mais une fiction admise à cette époque justement pour limiter les abus causés par l'exercice des droits que s'arrogeaient les belligérants en territoire neutre.

C'est ainsi que Buddeus, reprenant une théorie chère à tous les auteurs de l'époque, déclare que les neutres doivent favoriser le belligérant qui fait une guerre juste. Grotius déjà avait basé la conduite des neutres sur le

degré de justice des causes de guerre ; d'après lui, les neutres devaient favoriser le belligérant dont la cause était juste et, quand la cause était douteuse, s'abstenir, Buddeus, reprenant la même idée, mais sous une autre face, soutient que l'Etat qui a entrepris une guerre juste peut imposer aux autres Etats la Neutralité générale. Théoriquement parlant, cette proposition est soutenable ; mais, pratiquement, elle risque de rester lettre morte, car un Etat ne consent jamais à avouer que sa cause est mauvaise et, s'il a la force, il pourra toujours, en invoquant de mauvaises raisons, forcer ses voisins à observer envers lui la Neutralité générale.

Mais, en dehors de ce type de Neutralité imparfaite, il en est un autre encore plus fréquent et d'une application plus facile : c'est lorsqu'un Etat s'est engagé par quelque convention, « soit expresse, soit tacite », à favoriser l'un des belligérants plus que l'autre ; ainsi, d'après les philosophes du temps, un Etat pouvait fournir à un belligérant, en vertu d'un traité particulier, des choses nécessaires à la guerre, que nous appellerions aujourd'hui de la contrebande de guerre. Une pareille théorie aboutit en fait à rompre la Neutralité. Qu'est-ce en effet que fournir des troupes, des armes, des munitions à l'un des belligérants, sinon de faire la guerre à l'autre ; aujourd'hui, si un neutre agissait de cette manière, un pareil secours fourni à l'ennemi serait considéré par la puissance lésée, sinon comme un *casus belli*, du moins comme un acte antiamical que ne tarderait pas à amener un conflit grave ; mais, au xvii<sup>e</sup> siècle, les idées et les mœurs reconnaissaient la légitimité de ces transactions. Quand, en 1631, la France signa avec Gustave-Adolphe, roi de Suède, un traité par lequel elle s'engageait à lui fournir les fonds nécessaires à l'entretien

d'une armée de 36,000 hommes (1), elle rompait en fait la Neutralité, et d'autant plus qu'outre cette somme qui s'élevait au chiffre considérable pour l'époque de un million de livres, elle autorisait le roi de Suède, à charge pour lui de lui rendre la pareille, à enrôler des soldats sur son territoire et à se procurer chez elle des armes, munitions, et, en général, toutes choses nécessaires à la guerre.

Quoique la France ait ainsi rompu la Neutralité en faveur de la Suède, l'empereur Ferdinand ne considéra pas un pareil traité comme une déclaration de guerre à son endroit ; ce traité fut exécuté pendant plusieurs années et ce ne fut qu'en 1635 que la France entra directement en ligne contre l'empire et de sa propre volonté ; pendant les quatre ans qu'elle pratiqua en faveur du roi de Suède la Neutralité imparfaite, l'empereur ne considéra jamais l'aide ainsi fournie à son adversaire comme une raison suffisante de guerre, de sorte que si, théoriquement, la Neutralité imparfaite n'est pas la Neutralité, elle était reconnue comme telle au *xvii<sup>e</sup>* siècle.

Il est toutefois possible de prévoir des cas dans lesquels un belligérant n'aurait pas consenti à voir exercer contre lui une Neutralité de ce genre, et qu'il ait réclamé le bénéfice de la Neutralité générale, soit qu'il ait invoqué la justice de sa cause, soit qu'il n'ait pas admis les raisons spéciales que le neutre pouvait faire valoir : aussi, dans ce cas, Buddeus déclare que, s'il y a danger pour le neutre, ce dernier peut s'abstenir de favoriser son allié et pratiquer ainsi la Neutralité générale. A vrai dire, il ne donne pas ici une théorie scientifique ; c'est plutôt une idée réaliste de la guerre et la

(1) 30,000 fantassins ; 6,000 cavaliers. — Traité de Boerwald, 23 janvier 1631.

connaissance des habitudes de l'époque qui le poussent à apporter cette atténuation au principe.

En somme, la Neutralité pratiquée de cette manière n'est plus la Neutralité, du moins celle que nous connaissons aujourd'hui ; mais, étant donnée la relativité des choses humaines, les idées de Grotius et de ses successeurs marquent un grand progrès sur celles qui avaient cours avant eux ; leur œuvre est une tentative de réglementation du droit de la guerre et de limitation des abus auxquels se portaient si facilement les belligérants vis-à-vis des neutres ; mais, comme il était impossible de les supprimer entièrement, ces auteurs ont cherché à les rendre plus difficiles ; c'est pourquoi ils ont, d'une façon parfois très large, il est vrai, reconnu aux belligérants certains droits qui nous paraissent aujourd'hui exorbitants ; ainsi le droit pour une armée belligérante de passer en territoire neutre, et même celui de s'emparer de places appartenant à d'autres Etats ; en outre, ils admettent que les neutres peuvent fournir des troupes et des secours en argent ou en matériel, sans pour cela rompre leur Neutralité. Ce sont ces trois droits dont nous nous proposons d'étudier le développement pendant le cours des *xvii<sup>e</sup>* et *xviii<sup>e</sup>* siècles, de Grotius, le précurseur et le premier qui ait traité la question, à Vattel, l'écrivain de transition, qui prépare l'avènement de la période moderne.

---

## DU DROIT DE PASSAGE

---

### THÉORIE DE GROTIUS ET PUFENDORF

Le droit de passage tel que l'entend Grotius est excessivement large. Les belligérants le possèdent sur les terres neutres sans aucune restriction sérieuse autre que l'obligation d'en demander la permission aux neutres ; et encore, dans l'esprit du philosophe hollandais, cette demande n'est qu'un acte de courtoisie pure puisqu'il admet que le belligérant qui se voit refuser le passage peut le forcer, de sorte que le neutre se voit pris dans ce dilemme : ou consentir au passage et en supporter toutes les conséquences, ou refuser et alors voir le belligérant passer outre et se conduire sur son territoire, non plus en neutre, mais en ennemi.

Cette conséquence est d'autant plus inévitable que Grotius ne se laisse aucunement arrêter par les inquiétudes légitimes que pourrait concevoir le neutre ; l'arrivée d'une nombreuse armée avec tous les inconvénients qui en résultent ne sont pas, selon lui, une raison suffisante pour interdire à un belligérant l'accès de son territoire ; c'est un droit parfait et non une faculté soumise à sa bienveillance ; il doit donc s'incliner en vertu d'une obligation qui n'a, semble-t-il, aucune base sérieuse ; car pourquoi serait-il obligé de sacrifier ses intérêts légitimes pour l'utilité d'un tiers ? On comprendrait à la rigueur que l'exercice de ce droit fût soumis à sa condescendance et à son amitié ; ce qui serait alors rentrer dans l'idée de Neutralité imparfaite. Aussi, la seule explication qu'on puisse en donner, c'est que Gro-

lius, vivant à une époque où le mépris des droits des neutres était une habitude invétérée, n'a pu poser un principe absolu qui n'aurait eu aucune chance d'être mis en pratique ; il a donc préféré adoucir le droit de la guerre et y apporter des correctifs qui, bien que pratiquement très insuffisants, n'en marquent pas moins une véritable tentative de réforme.

Grotius reconnaît pourtant au neutre le droit de refuser le passage, mais dans un seul cas : quand le belligérant qui le demande est engagé dans une guerre injuste. Cette idée, théoriquement exacte, est inapplicable en pratique, car jamais un belligérant ne consent à reconnaître sa cause mauvaise ; partant de cette idée, il se jugera toujours autorisé à forcer le passage, de sorte que le droit ainsi concédé est absolument illusoire.

Pufendorf ne dit rien sur cette question. Bien que son traité « le Droit des Gens » soit de 1672, c'est-à-dire postérieur de près d'un demi-siècle au *De jure belli ac pacis*, de Grotius, il se contente d'en faire siennes les idées en y renvoyant.

## HISTORIQUE DU DROIT DE PASSAGE

### CE DROIT PENDANT LA GUERRE DE TRENTE ANS

A l'époque de Grotius, c'est-à-dire pendant la guerre de Trente ans, il est difficile de dire qu'il y ait même eu un semblant de Neutralité. Dans sa « Guerre de Trente ans », Schiller, parlant des agissements de Wallenstein, dit : « Nulle différence entre amis et ennemis, même arbitraire pour le passage des troupes et les cantonnements sur les terres de tous les souverains, mêmes extorsions, mêmes violences ». Ce que l'auteur dit du général impérial auquel il a voué une haine fa-

rouche, peut tout aussi bien s'appliquer à tous les généraux, quels qu'ils soient, qui ont combattu dans cette longue guerre.

Les belligérants ne se contentaient même pas, en général, d'exercer purement et simplement leur droit de passage ; ils y mettaient d'autres exigences. En 1630, Wallenstein exigea du duc de Poméranie Bogisla XIV, outre le passage, l'entretien de son armée, de sorte que le neutre eut à subir deux vexations au lieu d'une.

Il est toutefois assez difficile de dire qu'il y ait eu ici exercice du droit de passage en territoire neutre. Le duché de Poméranie dépendait de l'empereur et, comme tel, était tenu à certaines obligations envers ce dernier. On peut donc ne voir dans ce passage et cet entretien de troupes que le tribut dû par le vassal à son suzerain. D'une manière générale, ce serait admettre que les princes dépendant de l'empereur étaient tenus à observer envers ce dernier la Neutralité imparfaite.

Ce fait isolé ne prouverait donc pas grand'chose, sauf la facilité avec laquelle les belligérants faisaient entretenir leur armée par l'Etat sur le territoire duquel ils passaient, mais que dire des multiples violations du même genre commises pendant le cours de la guerre ? Selon Jean le Laboureur (1), quand la landgrave de Hesse, Amélie-Elisabeth, dont Schiller nous a laissé le portrait, demanda au roi de France le rappel de l'armée française qui ravageait les terres de Brunswick, elle se heurta à un refus formel. Les impériaux, que le duc de Brunswick appela alors à son aide, furent vaincus par le maréchal de Guébriant à Kempen, de sorte que le territoire brunswickois devint un champ clos soumis à tous les maux de la guerre.

(1) JEAN LE LABOUREUR, *Histoire du maréchal de Guébriant*.

Les excès commis pendant cette guerre par les diverses armées allemande, danoise, suédoise, française qui opérèrent en Allemagne furent tels que certaines parties de ce pays furent transformées en déserts. Le Brandebourg, la Poméranie, la Bohême avaient perdu les deux tiers de leur population ; aussi les hommes d'Etat du temps, inquiets de pareilles conséquences, s'efforcèrent-ils d'y remédier et introduisirent-ils dans les traités qui terminèrent la guerre des clauses destinées à mieux garantir les droits des neutres.

Toutefois, la paix de Westphalie ne va pas jusqu'à supprimer l'exercice du droit de passage : elle en reconnaît expressément, au contraire, la légitimité ; elle cherche seulement à le réglementer et à empêcher qu'il ne dégénère en abus et, pour ce, stipule que l'entretien d'une armée passant en territoire neutre est à la charge de l'Etat dont l'armée dépend. Cette clause n'avait évidemment en vue que le but d'empêcher le renouvellement des exigences financières de Wallenstein et des autres généraux de la guerre de Trente ans.

A côté de cette clause inspirée par l'idée d'une stricte justice, les plénipotentiaires en ajoutèrent une autre d'une réalisation beaucoup plus délicate et difficile. Le passage devait être fait « sans causer aucun préjudice, dommage, ni inconvénient à ceux par les terres desquels ils passeront ». A bien étudier les choses, il est impossible de concevoir une armée passant dans un pays sans y causer aucun inconvénient, surtout à cette époque où les soldats, mal payés et mal entretenus, étaient obligés de vivre sur le pays et où les armées étaient composées en grande majorité d'aventuriers issus de toutes les nations.

La paix de Westphalie marque néanmoins un progrès notable sur les idées de Grotius qui se trouvent consa-

créées par un acte officiel et solennel. Elle les améliore et les précise, car, tandis que le philosophe hollandais se préoccupe fort peu de savoir si le passage est innocent ou non et n'a en vue que les intérêts de l'armée belligérante, la paix de 1648 stipule que le passage doit être fait sans causer aucun dommage ; en outre et là le progrès est encore plus grand, elle met à la charge de l'Etat belligérant l'entretien de son armée, chose à laquelle Grotius ne fait aucune allusion. A la vérité, ce dernier ne donne qu'une théorie générale sans entrer dans les détails, alors que les traités de Westphalie délimitent aussi exactement que possible les droits des belligérants et des neutres ; on peut donc dire que la paix de Westphalie, une des grandes dates de l'histoire moderne, est la mère du droit international actuel.

## DU DROIT DE PASSAGE

### DE LA PAIX DE WESTPHALIE A VATTTEL

Les traités de Munster et d'Osnabruck réglementent de façon très judicieuse l'exercice du droit de passage en territoire neutre ; mais cela ne veut pas dire que leurs décisions aient toujours été respectées. Les habitudes de mépris des droits des neutres étaient tellement enracinées chez les contemporains que l'influence d'un acte même aussi solennel que la paix de Westphalie ne s'exerça ni aussi rapidement, ni d'une façon aussi complète qu'on pourrait le croire. Dans bien des cas, les belligérants agirent comme leurs prédécesseurs et prirent modèle sur les Wallenstein et les Gustave-Adolphe.

Quand, en 1696, les impériaux, assiégés dans Valence par le maréchal de Catinat, signèrent un traité avec les

Français, les parties contractantes neutralisèrent l'Italie, la mettant en dehors du champ des hostilités ; c'était un acte de justice d'éviter à l'Italie les ravages causés par le passage des armées ; mais les impériaux, qui comptaient prendre leurs quartiers d'hiver dans la péninsule et ne le pouvaient plus en vertu du traité, réclamèrent aux princes d'Italie 300,000 pistoles pour se dédommager de cette perte (1). Les princes durent s'exécuter pour éviter de plus grands maux, leur faiblesse leur interdisant de se mesurer avec les troupes impériales. Cette façon d'obliger un neutre à se racheter d'un droit très douteux va directement à l'encontre de la clause de la paix de Westphalie stipulant que les frais de passage — et *a fortiori* ceux de cantonnement — sont à la charge de celui qui l'ordonne. Cela prouve combien encore les usages étaient en retard sur les idées, 50 ans après les traités de Munster et d'Osnabruck.

Une objection pourrait néanmoins se poser : les traités de 1648 s'appliquent-ils seulement à l'Allemagne ou en même temps aux autres puissances européennes ? Pris à la lettre, c'est évidemment de l'Allemagne seule qu'il est question ; mais leur esprit porterait plutôt à croire que c'est d'une loi générale qu'il s'agit. D'ailleurs ceux qui se conduisirent de cette manière à l'égard des princes d'Italie étaient les ressortissants de l'une des principales puissances intéressées à ces traités (2).

(1) DE QUINCY, *Histoire militaire de Louis XIV.*

(2) Toutes les fois que quelqu'un voudra, pour quelque occasion ou en quelque temps que ce soit, faire passer des soldats par les terres ou les frontières des autres, ce passage s'en fera aux dépens de celui à qui les soldats appartiennent, et cela sans causer aucun dégât, dommage, ni inconvénient à ceux par les terres desquels ils passeront. (Traité de Munster, du 24 octobre 1648).

Quoique la paix de Westphalie consacre définitivement l'idée du respect dû aux neutres, les belligérants ne mirent guèrent ses décisions en pratique. Au début même du xviii<sup>e</sup> siècle, pendant les longues guerres du Nord qui mirent aux prises Suédois, Russes, Polonais, le passage est exigé avec autant de rigueur qu'aux plus mauvais jours de la guerre de Trente ans et la moindre hésitation à y consentir amenait sur les neutres toutes les calamités de la guerre ; le principal héros de cette lutte, Charles XII, roi de Suède, n'était pas homme à se laisser arrêter par les considérations même les plus respectables et il le prouva bien quand, réfugié à Bender après sa défaite de Poltava, il refusa de quitter le territoire turc, malgré les injonctions du gouvernement ottoman, et s'y défendit les armes à la main. De pareilles dispositions lui interdisaient de faire grand cas des théories lui rappelant le respect dû aux neutres. Il usa toujours largement du droit du plus fort et, à sa suite, ses généraux et ses adversaires suivirent à la lettre le principe de Grotius permettant de forcer le passage en cas de refus et en y ajoutant par surcroît le pillage des arsenaux et la levée de contributions sur les villes neutres.

En 1704, la ville libre de Dantzick, sommée par le général Steinbach de livrer passage aux troupes et aux convois suédois, fit certaines difficultés ; aussi le général suédois lui imposa une contribution de guerre, tout comme s'il s'était agi d'une ville ennemie (1).

L'exemple d'Elbing est encore plus frappant et prouve combien la situation de ces malheureuses villes était pénible et combien elles risquaient de devenir un champ de bataille pour les belligérants. Elbing avait une gar-

(1) VOLTAIRE, *Histoire de Charles XII, roi de Suède*.

ADLERFELD, *Histoire militaire de Charles XII*.

nison de troupes brandebourgeoises, et les magistrats craignirent que, s'ils permettaient aux troupes suédoises de passer, un conflit n'éclatât entre elles et les Brandebourgeois ; à l'observation qui lui en fut faite, Charles XII répondit en forçant les portes de la ville et en en chassant les Brandebourgeois qui d'ailleurs n'opposèrent aucune résistance ; de plus, il vida l'arsenal et leva une contribution de guerre sur les habitants (1). Elbing subit donc exactement le même traitement que Dantzick : neutres ou ennemies, le résultat pour elles eût toujours été le même.

Toutefois, l'exercice du droit de passage avait occasionné en Allemagne trop de désastres pour que l'empire entamât une autre lutte sans essayer d'y remédier. Dans sa déclaration de guerre (2) à la France, en 1734, l'Autriche interdit aux divers Etats relevant de l'empire, et ce sous peine d'être traités en ennemis, d'accorder le droit de passage, de quartiers ou cantonnement, de transports de munitions et de vivres aux ennemis de l'empire. C'est donc une mise en demeure énergique, faite aux Etats vassaux, de ne pas pratiquer la Neutralité imparfaite en faveur de la France ; c'est même leur interdire d'observer la Neutralité générale à l'égard de

(1) ADLERFELD, *Histoire militaire de Charles XII*.

(2) ..... La guerre à laquelle on nous a forcés est une guerre juste, publique et commune de l'empire ; pour la soutenir avec succès, tous les vassaux et sujets de l'empire, tant petits que grands, doivent prendre les armes et qu'en conséquence ne protégeront, n'assisteront publiquement, ni en cachette sous quelque prétexte que ce puisse être aucun de ces ennemis, qu'ils ne leur accorderont point de quartiers, de passages, de levées de soldats, de transports, de munitions de guerre ou de bouche ou choses semblables. (Déclaration de guerre de l'Autriche à la France en 1734).

cette dernière puissance, et par contre-coup c'est une tentative d'unification de l'Allemagne.

Cette énergique mise en demeure porta ses fruits et les princes allemands se gardèrent d'agir comme leurs prédécesseurs de 1630 ; ceux-ci n'y avaient d'ailleurs trouvé aucun avantage et leurs peuples n'auraient pas été davantage pressurés et rançonnés, s'ils avaient, au lieu de négocier, fait franchement la guerre au roi de Suède ; mais les excès causés par l'exercice du droit de passage ne font que se déplacer ; d'Allemagne, ils passent en Italie et il ne semble pas que les belligérants aient plus respecté les Etats du pape ou ceux de la République de Venise que les Suédois de Gustave-Adolphe ceux du duc de Poméranie ou de l'électeur de Brandebourg ; s'ils ont en fin de compte moins souffert des ravages de la guerre, c'est que la lutte fut beaucoup moins longue que celle du siècle précédent ; mais, cette restriction faite, impériaux, Français et Espagnols molestent, pillent et ravagent presque autant que les soldats de Wallenstein et de Gustave-Adolphe et, de même que ces hommes de guerre, ils font souvent entretenir leurs armées aux dépens des neutres sur les terres desquels ils passent — et ce contrairement aux clauses des traités de Westphalie.

L'Italie était d'ailleurs dans le même état que l'Allemagne du siècle précédent : mêmes divisions, mêmes rivalités, avec cette circonstance aggravante qu'elle manquait totalement du pouvoir central qui, malgré l'empereur, avait tellement fait défaut à l'Allemagne du xvii<sup>e</sup> siècle. Aussi se trouvait-elle encore bien moins apte que cette dernière puissance à repousser un envahisseur quelconque et ne pouvait-elle guère que subir la loi du plus fort.

A cette absence totale de pouvoir central, se joignait

encore une autre cause de faiblesse. Tous les Etats qui la composaient n'étaient pas indépendants ; des possessions étrangères, autrichiennes, espagnoles, s'enchevêtraient avec les Etats maîtres — jusqu'à un certain point — de leurs destinées ; pour les secourir, l'empire et l'Espagne étaient obligés d'user du droit de passage et ils ne s'en faisaient pas faute. En 1734, les Espagnols passèrent sur les terres du Saint-Siège pour gagner le royaume de Naples ; craignant à juste titre leurs violences et leurs déprédations, le pape envoya pour les surveiller deux commissaires et le chef d'armes.

Mais, quels que fussent leurs efforts ainsi que ceux du cardinal Belluga, le soldat causa beaucoup de désordres (1), bien que, contrairement aux clauses de la paix de Westphalie, le gouvernement pontifical eût procuré aux envahisseurs des vivres, vivres qui d'ailleurs ne lui furent jamais payés.

Mais les inconvénients du droit de passage ne s'arrêtèrent pas encore là pour les populations soumises au pape ; ces inconvénients sont du même ordre que ceux dont souffrit Elbing 30 ans auparavant. Les impériaux en guerre avec les Espagnols s'emparèrent sur le territoire du Saint-Siège de vivres destinés à leurs adversaires et, par surcroît, se plaignirent au pape de ce que les Espagnols étaient soi-disant favorisés par les fonctionnaires pontificaux ; on peut se douter de la bonne foi d'une pareille protestation ; il est évident que les moyens manquaient au neutre pour faire respecter sa Neutralité ; mais le gouvernement pontifical ne pouvait arguer d'une semblable raison qui aurait immédiatement amené les impériaux sur son territoire ; de tous

(1) *Histoire de la guerre présente et des négociations pour la paix, avec la vie du prince Eugène de Savoie, par P. MAS-SUET.*

temps, autrefois comme aujourd'hui, les puissances fortes ont toujours été tentées d'aller rétablir l'ordre chez les faibles en y créant une police à leur dévotion ; souvent même, elles créeraient le désordre pour avoir un prétexte d'intervention. Aussi, connaissant très bien ce danger, le gouvernement pontifical répondit que ce qu'il avait fait pour les Espagnols, il était disposé à le faire pour les impériaux. En fait, ces territoires cessaient d'être neutres et étaient soumis au droit de la guerre.

Quelque temps après, de nouvelles calamités causées toujours par l'exercice du droit de passage s'abattirent sur les malheureuses populations soumises au Saint-Siège. Le comte de Wallis, général des armées impériales en Italie, demanda à l'Etat ecclésiastique passage pour un corps de 12 à 15,000 hommes destiné à défendre les places de la Toscane ; pour une raison ou une autre, il n'usa pas de la permission qui lui fut aussitôt accordée ; il s'était mis en règle avec la théorie de Grotius ; ce n'est en somme qu'un minimum, mais un minimum dont les belligérants se passaient souvent.

A cette époque, les Etats du pape étaient toujours occupés soit par les impériaux, soit par les Espagnols qui, vivant sur le pays et y cantonnant, y commettaient un nombre incalculable d'abus. Les légats du pape ne cessaient de s'en plaindre à leur gouvernement qui envoya aux habitants de Ferrare, très éprouvés par les réquisitions et les contributions, 25,000 scudi (1) et ordonna en même temps de conclure à tout prix un arrangement avec les généraux de l'empereur.

Pour donner une idée de ce que pouvait être l'effec-

(1) *Histoire de la guerre présente et des négociations pour la paix, avec la vie du prince Eugène de Savoie*, par P. MAS-SUET.

tif de ces troupes, il suffit de citer ces quelques chiffres relevés dans Massuet. Il y avait à ce moment dans les Etats du pape 62 bataillons, 58 compagnies de grenadiers et 94 escadrons de cavalerie dont l'entretien coûtait tous les mois, soit aux habitants, soit au Saint-Siège, 600,000 écus romains, somme énorme pour l'époque et qui équivaldrait aujourd'hui à une somme cinq ou six fois plus considérable ; avec de pareils procédés, l'entretien d'une armée ne coûtait pas très cher à son gouvernement puisqu'il était à peu près entièrement payé par les neutres.

Il était à peu près impossible de se soustraire à une obligation aussi onéreuse. Pendant la même guerre, le cardinal Alberoni tenta d'éviter à Ravenne le séjour des troupes impériales en envoyant des présents à leur général ; il y réussit, mais le général avec lequel il avait conclu ces arrangements ayant été remplacé, son successeur ne voulut pas les respecter, renvoya les présents et cantonna ses troupes dans les terres de Ravenne, ne laissant au cardinal, et encore par courtoisie, que le droit de choisir les lieux où il établirait ses quartiers (1).

Ce mépris des droits des neutres tenait à l'idée qu'on se faisait alors de la guerre : le principe qui dominait le droit était que la guerre devait nourrir la guerre. Aussi les gouvernements n'envoyaient à leurs généraux que le moins d'argent possible, les laissant se tirer d'affaire comme ils pourraient ; ceux-ci, pour maintenir leurs troupes en bon état, se voyaient forcés de pressurer les populations des pays qu'ils traversaient. Comme les bons de réquisition étaient alors totalement inconnus, les habitants ne rentraient jamais dans leurs débours.

(1) MASSUET, *op. cit.*

Les gouvernements fermaient les yeux sur ces excès et refusaient de recevoir les réclamations diplomatiques des neutres telles que celles du Saint-Siège et il leur était beaucoup plus facile de les rejeter que d'envoyer de l'argent.

Si les Etats du pape étaient ainsi traités par les belligérants, ceux de la République de Venise ne l'étaient guère mieux ; la position qu'elle occupait entre l'Autriche et les présides autrichiens situés en Italie l'obligeait à supporter constamment sur son territoire le passage des troupes impériales et, par contre-coup, celui des ennemis de l'empereur toujours prompts à devancer leurs adversaires ; c'est ce que fit, en 1735, le maréchal de Noailles sur l'ordre du ministère français et c'est l'excuse qu'il en donne dans sa lettre au provveditore de Vérone. Ce détail prouve la facilité avec laquelle les généraux invoquaient des prétextes quelconques quand ils n'en avaient pas de bons.

La République de Venise fit ce qu'avait fait le gouvernement pontifical dans des circonstances analogues ; elle protesta, mais sans plus de succès ; elle se plaignit qu'on violât sa Neutralité et qu'on ne payât point les subsistances exigées par le général français ; elle eut beau, sur ce dernier point, arguer de ce fait que le gouvernement impérial avait, dans des circonstances semblables, fait payer les vivres fournis à ses troupes ; la cour de France se refusa toujours obstinément à envoyer des fonds au général de Noailles, malgré les demandes réitérées de ce dernier (1) ; elle pensait que la guerre devait nourrir la guerre et ne remboursa jamais

(1) *Mémoires politiques et militaires pour servir à l'histoire de Louis XIV et Louis XV*, par l'abbé MILLOT, des Académies de Lyon et de Nanci.

à la République de Venise le prix des subsistances fournies.

En règle générale, à cette époque, l'intérêt du belligérant passait avant celui du neutre : quand il s'agissait de sacrifier les droits de l'un, c'était toujours ceux du second qui l'étaient. Lorsqu'en 1735, l'armée impériale vaincue fit retraite à travers le territoire de la République de Venise, les droits de cette dernière furent gravement lésés ; le général autrichien de Kœnigsegg s'excusa en invoquant la nécessité de sauver son armée. Ainsi l'intérêt de l'armée impériale passa avant celui de la République vénitienne.

Aujourd'hui, c'est le contraire qui se passe ; ce sont les droits des belligérants qui sont sacrifiés, d'ailleurs justement, car si l'on admet qu'une armée vaincue peut faire retraite à travers un territoire neutre, on reconnaît implicitement à l'autre belligérant le droit de suivre son adversaire et de l'anéantir par la force, puisqu'il ne veut pas déposer les armes ; c'est ce qu'on appelle le droit de suite, droit reconnu encore de nos jours lorsque le territoire neutre relève d'une puissance incapable de faire respecter l'ordre chez elle.

La République de Venise était certainement dans ce cas, la faiblesse de ses forces militaires lui interdisant de se mesurer avec les troupes impériales. Le provveditore de Venise Loredano ne put que protester, déclarant que la République voulait observer envers les belligérants la Neutralité parfaite ; mais il dut se contenter de cette protestation platonique et des assurances du général autrichien promettant d'évacuer le territoire neutre dans le plus bref délai possible.

Toutefois, ce passage de troupes se fit, pour l'époque, dans des conditions régulières. Si l'autorisation n'en fut pas demandée, le séjour des troupes ne fut pas long et,

enfin, conformément aux clauses des traités de Westphalie, le prix des subsistances fournies aux Autrichiens fut payé par le gouvernement impérial. Ces diverses considérations font qu'il est impossible de ne pas considérer cette attitude comme indiquant un progrès notable sur les usages du siècle précédent.

Si ce fait était isolé, il serait impossible d'en tirer une conclusion définitive ; mais, rapproché d'autres faits, on arrive à déterminer une tendance générale différente de l'ancienne ; la même année 1735, pendant les guerres de Pologne, le comte de Munich demanda à Frédéric II l'autorisation de passer en territoire prussien pour poursuivre des Polonais fugitifs qui avaient suivi cette voie pour gagner l'évêché de Warmie. Le roi de Prusse refusa et, pour expliquer sa décision, publia sa « Déclaration touchant l'inviolabilité, en territoire prussien, du roi Stanislas et des Polonais qui s'y réfugiaient ».

Frédéric II est donc l'un des premiers souverains qui ait déclaré vouloir rester dans la Neutralité générale. Toutefois une généralisation trop hâtive risquerait de conduire à des déductions fausses. Frédéric a peut-être seulement voulu mettre un terme à des abus intolérables, les Russes ayant déjà violé le territoire prussien pour y poursuivre des seigneurs polonais fugitifs (1). Ce qui le ferait croire, c'est qu'il n'était pas l'adversaire irréductible du droit de passage et n'hésitait pas lui-même à en user quand il y avait intérêt ; il traversa lui-même la Saxe avec son armée et s'en excusa en disant que, quelque temps auparavant, il avait donné aux Saxons l'autorisation de passer en territoire prussien (2).

Dans un autre ordre d'idées, on pourrait aussi objec-

(1) MASSUET, *op. cit.*

(2) *Mémoires de Frédéric II, roi de Prusse.*

ter que ce respect des décisions du roi de Prusse était dû moins au respect du droit des neutres qu'à la puissance de la Prusse et qu'il était impossible d'agir vis-à-vis de Frédéric avec la même désinvolture que Gustave-Adolphe à l'égard du duc de Poméranie ou de l'électeur de Brandebourg ; la critique peut sembler assez fondée ; cependant, Frédéric a créé un précédent et, en matière de Neutralité comme en toutes choses, les précédents ont toujours une grande importance ; il est aussi nécessaire de remarquer qu'à cette époque, Frédéric II n'était pas encore connu comme l'homme de guerre qui triompha plus tard à Leuthen et à Torgau.

## LA NEUTRALITE CHEZ VATTTEL

### DU DROIT DE PASSAGE CHEZ VATTTEL

Il se faisait d'ailleurs, à cette époque, un mouvement parallèle dans les idées ; le refus de Frédéric d'accorder aux Russes le passage date de 1735 ; or, en 1758, en pleine guerre de Sept ans, l'année de la bataille de Zorndorf, paraît l'ouvrage d'Emerich de Vattel, le « Droit des Gens », et dans cette œuvre éclate la différence qui sépare les idées du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> de celles du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. Le philosophe neuchâtelois traite longuement de la question du droit de passage ; mais ses idées ne sont pas toujours très nettes ; on sent en lui l'homme ballotté entre deux courants contraires et suivant tantôt l'un, tantôt l'autre.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner si, écrivain de transition, loin de supprimer le droit de passage, il en reconnaît la légitimité ; mais il y introduit des restrictions importantes, alors que celles de Grotius sont à peu près illusoires ; chez le second, le droit de refuser le

passage n'est que l'exception ; chez le premier, il devient au contraire la règle ; chez Grotius, c'est un droit absolu ; chez Vattel, ce n'est plus qu'une faculté soumise à la bienveillance du neutre.

Cette distinction n'est cependant pas toujours facile à saisir ; ballotté entre deux courants contraires, celui du passé et celui de l'avenir, Vattel avance souvent des principes qu'il contredit quelques pages plus loin ; s'il commence par déclarer que le passage innocent est dû à toutes les nations avec lesquelles on vit en paix, il se hâte d'ajouter qu'il est très difficile qu'un passage de troupes le soit entièrement et il cite comme exemple les ravages causés par les impériaux, les Français et les Espagnols sur les terres des Etats de l'Eglise et de la République de Venise ; comme, d'après lui, c'est au maître du territoire à juger si le passage est innocent ou non, cela revient à dire que, pratiquement, s'il n'y a pas eu de menaces faites, ou s'il n'y a pas lui-même intérêt, le neutre refusera toujours, étant donnée l'impossibilité qu'il y avait et qu'il y a encore de faire passer une armée sur un territoire sans le ravager.

C'est déjà une contradiction sérieuse ; il récidive un peu plus loin, car, après avoir dit que le neutre peut refuser le passage pour de bonnes raisons, par crainte de ravages ou d'hostilités par exemple, il ajoute que, lorsque le refus est d'une injustice absolument manifeste, le belligérant a le droit de passer outre.

Mais à cette proposition, les objections se posent en foule. Qu'appelle-t-il injustice manifeste ?

Il ne définit pas le sens qu'il donne à cette expression et ouvre ainsi la porte à toutes les controverses ; il ne dit pas davantage quel est celui qui jugera si le refus est injuste ou non. Comme il est impossible que ce soit l'une des parties, car chacune aura de bonnes raisons

pour soutenir son point de vue, la question reste insoluble.

Elle l'est d'ailleurs d'autant plus qu'après avoir dit que le passage peut être refusé pour de bonnes raisons, il admet qu'une armée vaincue et acculée à la frontière d'un Etat neutre peut, sans autorisation, la franchir pour échapper au désastre ou à la capitulation. Dans ce cas, nécessité fait loi. Le belligérant peut passer sans s'inquiéter de savoir si le passage est innocent ou non, et, par cette exception, Vattel porte une atteinte au principe qu'il a posé lui-même.

Toutefois, il ne laisse pas le neutre sans défense : toujours préoccupé de sauvegarder ses droits, il admet qu'il peut demander des sûretés comme la consignation des armes ou la division de l'armée en petits détachements ; c'est un grand progrès sur les idées de Grotius qui n'accordait aucune attention aux inquiétudes légitimes que pouvaient concevoir les neutres. Le souci de Vattel de respecter leurs droits est si marqué qu'il juge même insuffisant le fait de proposer une caution ou des otages pour passer en territoire neutre.

Mais, quand le neutre a accordé le passage à une armée belligérante, il lui reste encore d'autres devoirs à remplir : c'est d'abord celui de tenir la balance égale entre les deux partis et ne pas refuser à l'un ce qu'il accorde à l'autre ; obligation fort lourde et qui légitimerait à elle seule un refus de passage, bien que par prudence Vattel déclare qu'un belligérant ne doit pas considérer une concession de ce genre faite à son ennemi comme un *casus belli* ou un acte antiamicale ; c'est encore l'obligation de ne pas tendre d'embuscades à une armée qui s'est confiée à votre parole, exigence dictée par un esprit de justice élémentaire, car il serait odieux qu'un neutre abusât de la confiance d'un belligérant pour détruire son armée.

Mais là où les idées du philosophe neuchâtelois montrent le plus de flottement, c'est dans l'énumération des cas où le neutre peut refuser le passage, cas souvent en contradiction les uns avec les autres. Ainsi le neutre peut interdire à une armée l'accès de son territoire, lorsqu'étant lui-même très faible, l'autre partie belligérante le menace d'user envers lui de la force. Dans ce cas, où se trouve alors le droit du belligérant à passer ? Il est évident qu'une concession de ce genre amène toujours les plaintes de la partie lésée ; et si celle-ci a la force et fait mine d'en user, le belligérant peut être dépossédé d'un droit considéré par Vattel comme légitime. Cette seule restriction prouve la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, qu'il y a à concilier les droits des neutres avec ceux des belligérants.

Mais, en même temps qu'elle prouve cette impossibilité, elle montre les progrès réalisés depuis Grotius : celui-ci sacrifiait toujours les droits des neutres à ceux des belligérants ; Vattel fait le contraire et est ainsi le précurseur des idées modernes.

Cette opinion est encore renforcée du fait qu'il accorde au neutre le droit d'interdire l'accès de son sol, s'il craint qu'une concession de ce genre n'amène la guerre sur son territoire ; cette seule proposition équivaldrait à rendre l'exercice du droit de passage impossible, car il est évident que, quand une armée belligérante passe en territoire neutre, il y a bien des chances pour que l'ennemi vienne l'y chercher, s'il y a intérêt, éventualité que Vattel admet lui-même implicitement, lorsqu'il dit que, quand un Etat ne peut faire partir une armée campée sur son territoire, « on s'y bat et l'on y campe comme dans un pays ouvert » (1). Pour cette seule

(1) E. DE VATTTEL, *Droit des Gens*.

raison, il approuve les Suisses, ses compatriotes, d'interdire absolument l'accès de leur territoire aux armées belligérantes et rentre ainsi dans la théorie moderne.

Toutefois, il reste sur un seul point au même niveau que Grotius : c'est lorsqu'il admet que le neutre peut refuser le passage en cas de guerre injuste. L'exemple qu'il en donne n'est cependant peut-être pas très bien choisi ; il approuve César d'avoir refusé le passage aux Helvétiens pour des raisons de justice qui probablement n'étaient jamais entrées dans l'esprit du général romain.

En somme, quelles que soient les contradictions contenues dans son œuvre, sa théorie n'en est pas moins des plus favorables à l'idée de Neutralité. Il a très bien vu qu'au point de vue philosophique, le droit de passage n'est pas un droit parfait et qu'en conséquence, son exercice est soumis à la bonne volonté du neutre, car, quoi qu'en dise Grotius, « notre crainte, même injuste, ne prive pas de son droit celui qui réclame le passage » (1). Logiquement, cette théorie aurait dû l'amener à le supprimer totalement, car un neutre ne peut accorder bénévolement une concession aussi importante à un belligérant, sans rompre en fait sa Neutralité et sans exciter le mécontentement de l'autre partie. L'esprit du temps l'a évidemment empêché d'aller jusqu'au bout de sa théorie, mais d'autres reprendront son œuvre qui, dégagée des contradictions qui la déparent, aboutira aux idées modernes.

(1) E. DE VATTEL, *Droit des Gens*.

---

# DU DROIT D'OCCUPATION

## DE PLACES EN PAYS NEUTRE

---

### THÉORIE DE GROTIUS ET PUFENDORF

Le droit de passage aboutissait déjà, par ses conséquences, au mépris complet des droits des neutres ; à lui seul, il rendait à peu près vaine toute tentative d'amélioration de leur sort et ces tentatives risquaient d'être d'autant plus inutiles que d'autres droits tout aussi exorbitants étaient alors reconnus aux belligérants. Ainsi les philosophes de l'époque reconnaissaient qu'il était loisible à une armée de s'emparer de places situées en pays neutre, soit pour assurer ses communications, soit pour s'en faire un point d'appui. Grotius lui-même l'admet, bien qu'il ait posé en principe qu'on ne doit rien prendre aux neutres.

D'ailleurs, si poussé par les circonstances, la seule base de ce droit étant, selon lui, la nécessité, il reconnaît aux belligérants le droit d'occupation de places neutres, il leur fait une obligation de les rendre aussitôt le danger passé ou les circonstances qui les ont forcés à en user disparues ; mais c'est une obligation qui risque de rester lettre morte ; en théorie, l'occupation doit être provisoire ; en pratique, il en va tout autrement ; une fois le danger passé, quand il passe et quand l'occupant n'en crée pas exprès un nouveau pour avoir une raison de rester, celui-ci n'est nullement pressé de rendre la place ou la portion de territoire occupée ; il cherche toujours des prétextes plus ou moins plausibles pour en

retarder l'évacuation et, quand il s'exécute, il la fait payer par le neutre.

Ce danger n'est nullement chimérique ; il a toujours existé, de nos jours, comme autrefois. Quand, au siècle dernier, l'amiral russe Nevelskoï occupa, contrairement aux ordres de son gouvernement, la place de Vladivostock, le tsar Nicolas I<sup>er</sup> en sanctionna l'occupation en prononçant la phrase fameuse : « Quand le drapeau russe a été arboré quelque part, il ne peut plus être amené ». Il destitua l'amiral pour avoir désobéi, mais lui rendit, par le même décret, ses grades et dignités, pour avoir agrandi le territoire national.

Ce n'est d'ailleurs pas le seul inconvénient de ces occupations simplement passagères ; elles amènent toujours avec elles de très grands ennuis pour les sujets neutres. Le belligérant se conduit ordinairement comme en pays conquis, imposant des contributions aux habitants et les molestant de diverses façons : théoriquement, il est possible de concevoir une occupation purement passagère et n'occasionnant aux habitants que le minimum de désagréments ; pratiquement, c'est impossible et c'est ce que les événements ont toujours prouvé.

## DE L'OCCUPATION DES PLACES EN PAYS NEUTRE

### PENDANT LA GUERRE DE TRENTE ANS

Pendant toute la guerre de Trente ans, les occupations de places en pays neutre sont d'un usage courant et amènent avec elles pour les neutres tous les ennuis inévitables en pareil cas. Quand, en 1630, Gustave-Adolphe somma Bogisla XIV, duc de Poméranie, d'ouvrir à son armée les portes de Stettin, cette ville dépen-

daît de l'empire et avait une garnison de troupes impériales. Le duc, nous dit Schiller, aurait voulu conserver une stricte Neutralité, mais le roi de Suède, qui avait de secrets desseins sur la province, prétextâ qu'il voulait non subjuguier les Poméraniens, mais les affranchir du joug de l'empereur. Bogisla eut beau ruser, il dut céder; les bourgeois expulsèrent les impériaux et le roi fit une entrée triomphale dans la ville.

L'occupation de la Poméranie, de passagère, comme elle aurait dû théoriquement l'être, devint permanente. Au traité d'Osnabruck, la Suède reçut la Poméranie, non pas en toute propriété, puisque, par une fiction diplomatique, cette province ne fut pas détachée de l'empire. Nominalemeut, elle continua à en faire partie; de fait, elle tombait sous l'autorité suédoise et plus tard ce fut une des provinces qui, bien malgré elle, fut mêlée aux guerres sanglantes que soutint Charles XII, roi de Suède.

L'exemple de l'électeur Georges-Guillaume de Brandebourg prouve aussi combien ce droit donnait lieu à d'abus et combien il était difficile à un souverain neutre de récupérer les places occupées par un belligérant. L'électeur avait cédé la place de Spandau au roi de Suède et celui-ci avait promis de ne la garder que jusqu'au moment où il aurait délivré Magdebourg assiégée par les impériaux de Tilly et de Pappenheim. Or cette ville succomba, avant que Gustave-Adolphe ait pu la secourir; Georges-Guillaume réclama alors l'exécution du traité; mais comme il n'était naturellement pas dans les intentions du roi de Suède de rendre ce qu'il occupait, il commença, en fin diplomate qu'il était, par ruser et par menacer d'abandonner l'électeur aux coups de Tilly. Effrayé, le neutre demanda à Gustave-Adolphe de garder encore Spandau pendant quelque temps;

c'était tout ce que celui-ci demandait ; sa ruse avait réussi.

Elle avait réussi, mais pour peu de temps. L'électeur, rassuré par le feld-maréchal de Saxe Arnim sur les intentions des impériaux à son égard, réclama à nouveau Spandau avec plus d'insistance. Le roi de Suède, voyant que son jeu était percé à jour et que la diplomatie n'était plus de mise, se résolut à avoir recours à la force, ce qui prouve bien qu'il n'avait jamais eu l'intention de remplir les conditions du traité. Il marcha sur Berlin avec des intentions hostiles. Georges-Guillaume eut beau ne parler que de Neutralité (1), Gustave-Adolphe lui imposa des conditions draconiennes. Non seulement il dut céder Spandau, mais encore Custrin, se mettant ainsi complètement à la discrétion du roi de Suède.

Après avoir été ainsi molestés, les malheureux princes qui étaient obligés de recevoir à contre-cœur dans leurs forteresses une armée belligérante se voyaient encore en butte aux vengeances de l'autre partie. Bogisla XIV, ayant été obligé d'ouvrir les portes de Stettin aux Suédois, vit son territoire ravagé par les impériaux qui voulaient tirer vengeance de l'expulsion de leurs soldats (2). Les Etats de Georges-Guillaume de Brandebourg eurent le même sort pour la même raison et il n'est pas étonnant que des ravages de ce genre, unis à ceux qu'amenait l'exercice du droit de passage, n'aient ruiné ces malheureuses provinces et réduit leur population au tiers de ce qu'elle était avant le commencement de la guerre.

La partie occidentale de l'Allemagne eut autant à

(1) PUFENDORF, *De rebus suecicis*.

(2) DE PRADE, *Histoire de Gustave-Adolphe, roi de Suède*.

souffrir. En 1632, le roi de Suède offrit, sur les conseils de la France, la Neutralité aux électeurs catholiques de Mayences, Cologne, Trèves et au duc de Neubourg. Ces princes commencèrent par la refuser, puis, effrayés par l'approche de Gustave-Adolphe, ils la demandèrent. Le roi de Suède venait de triompher de Tilly à Leipzig et ne consentit à négocier qu'après bien des hésitations ; s'étant aperçu que les princes ne cherchaient qu'à gagner du temps, il rompit les pourparlers.

Seul l'électeur de Trèves négocia et, sur les instances de la France, obtint la Neutralité. Il dut d'ailleurs la payer cher. Pour prix de son aide, la France se fit céder la forteresse d'Hermannstein et les autres places de l'électeur (1). La population ne se résigna pas facilement à cette occupation et se souleva avec l'aide des Espagnols ; vaincue, elle dut se soumettre à la loi du vainqueur.

A la paix de Westphalie, on vit à quoi aboutissait une occupation simplement passagère ; pour prix de ses bons offices, la France se fit céder, moyennant une indemnité, le droit de garnison dans Philipsbourg, de sorte que l'occupation devint permanente. A première vue, il semble qu'il s'agisse plutôt d'un marché que d'une conquête ; mais, à bien considérer les choses, il est très peu probable que l'électeur ait ainsi aliéné son indépendance, s'il n'avait déjà vu la France maîtresse dans l'électorat.

Certes, l'électeur était bien libre d'accorder ou de refuser à la France l'occupation de ses forteresses, mais alors il n'aurait pu obtenir la Neutralité et ses places auraient été occupées de vive force, soit par les Français, soit par les Suédois ; du reste, il connaissait très

(1) PUFENDORF, *De rebus suecicis*, op. cit.

bien le sort qui l'aurait attendu en cas de refus : l'exemple du duc de Poméranie et celui de l'électeur de Brandebourg n'étaient pas si loin qu'il ne pût s'en rappeler.

Pendant cette guerre, les occupations de places en pays neutre étaient grandement facilitées du fait que l'empire était composé d'un nombre considérable de petits Etats dépourvus de forces sérieuses. Divisés par les haines religieuses les plus violentes, ils n'hésitaient pas à se combattre les uns les autres et étaient ainsi des proies toutes désignées à l'envahisseur. Gustave-Adolphe cherchait toujours, avec beaucoup d'esprit politique, à détacher les divers Etats de leur suzerain et à les placer ainsi sous l'hégémonie suédoise. En 1631, les comtes de Frise et d'Oldenbourg lui ayant demandé la Neutralité, il déclara ne la leur accorder que s'ils se faisaient délier de leurs obligations envers l'empire par l'empereur lui-même et que s'ils chassaient de leur territoire les troupes impériales et bavaraises. En somme, il exigeait d'eux la reconnaissance de la suprématie suédoise.

L'année précédente, il avait agi de même, mais d'une manière plus détournée, à l'égard de Stralsund. Wallenstein cherchait à s'emparer de cette ville pour s'en faire une place d'armes contre les Danois ; au point de vue des idées du temps, il était dans la limite de son droit, puisque Grotius admet la prise d'une place en pays neutre en cas de nécessité ; mais Stralsund, ville riche et commerçante, ne voulait pas devenir un champ clos pour les belligérants ; elle résista désespérément ; réduite aux abois, après avoir vainement imploré le secours de Dantzick, elle s'adressa au roi de Suède qui lui envoya des munitions en exhortant les habitants à

se bien défendre (1) ; puis, ce secours étant devenu très rapidement insuffisant, il leur envoya, sur leur demande, plusieurs compagnies suédoises sous les ordres du colonel Roslanin.

Ce n'était pourtant pas une occupation au sens propre du mot, car les Suédois de Roslanin passaient du service de la Suède au service de Stralsund ; ils devenaient des auxiliaires pour les défenseurs, auxiliaires payés par le trésor de la ville. Théoriquement, ils ne relevaient plus du roi de Suède, mais des autorités hanséatiques. Par une bizarrerie chère aux gens de l'époque, un Etat pouvait envoyer du secours à un autre, sans pour cela faire la guerre à l'ennemi de son allié. Mais, dans ce cas particulier, le roi de Suède devenait virtuellement le maître de Stralsund et cela apparut encore bien davantage lorsque, quelque temps après, il envoya un nouveau secours à la ville, de sorte que l'on vit cette chose si fréquente au xvii<sup>e</sup> siècle d'un Etat neutre devenant le rendez-vous des belligérants. Stralsund dut alors accepter l'alliance ou plutôt la suzeraineté de la Suède et Wallenstein dut lever le siège après avoir perdu une grande partie de son effectif.

Si les belligérants étaient fort peu scrupuleux sur le choix des moyens, les villes libres n'observaient pas toujours les obligations qui leur incombaient, prenaient parti pour l'un ou l'autre des belligérants et payaient parfois durement leur précipitation. Ce fut le cas de Magdebourg qui, en 1632, sur les conseils de Christian-Guillaume de Brunswick, son administrateur, offrit son alliance au roi de Suède et lui accorda le droit de passage ainsi que celui de recrutement. Magdebourg rompait ainsi la Neutralité générale et pratiquait la Neutra-

(1) PUFENDORF, *De rebus suecicis*, op. cit.

lité imparfaite en faveur des Suédois contre son suzerain l'empereur ; et non contents d'une rupture à peu près complète, soldats et habitants de Magdebourg commencent les hostilités contre les troupes impériales (1). Assiégée par Tilly et Pappenheim, non secourue à temps par Gustave-Adolphe, Magdebourg paya chèrement sa violation de Neutralité. Prise d'assaut, elle fut brûlée, sa garnison et 20,000 de ses habitants massacrés.

Pendant toute cette longue guerre, on ne trouve qu'un cas dans lequel le droit des neutres ait été respecté ; un officier de l'armée française, Saint-André, lieutenant de l'artillerie de Metz, ayant des griefs contre Francfort-sur-le-Main et Hanau, avait, par esprit de vengeance, conseillé au ministre des Noyers l'occupation de ces villes (2).

Sa demande n'eut aucun succès. Dans sa lettre au maréchal de Guébriant (3), le ministre déclara textuel-

(1) SCHILLER, *Histoire de la Guerre de Trente ans*, *op. cit.*

(2) JEAN LE LABOUREUR, *Histoire du maréchal de Guébriant*, *op. cit.*

(3) Bien qu'il ne faille rien négliger de ce qui se propose à l'avantage du service du Roy, il ne faut pas toutefois croire toute sorte d'esprits. Le sieur de Saint-André, lieutenant de l'artillerie de Metz, les Etats que vous avez veu a fait entendre à Sa Majesté la facilité qu'il croit y avoir à se rendre maître des villes de Francfort et de Hanau et l'utilité qui en reviendrait au bien de la cause commune, mais Sa Majesté n'y voulant prendre aucune résolution, Elle m'a commandé de vous en écrire et de vous faire savoir la substance desdites propositions du sieur de Saint-André. . . . . Je garde le point principal pour le dernier qui est de savoir si les alliances que vous retirez de Francfort, tandis qu'il demeure en Neutralité, ne sont point plus utiles que la prise ne serait avantageuse. (JEAN LE LABOUREUR, *Histoire du maréchal de Guébriant*). — Cette lettre est datée de Saint-Germain-en-Laye, en 1648, mais il semble qu'il faille lire 1643, le maréchal de Guébriant ayant été tué en 1643 au siège de Rothweil.

lement qu'il fallait respecter la Neutralité de ces villes, non pas, il est vrai, pour des motifs désintéressés ou humanitaires, mais pour ne pas effrayer les villes libres et hanséatiques où la France jouissait d'un grand crédit et dont elle tirait des ressources de tout genre ; et, comme il le reconnaît lui-même, s'il conseillait au maréchal d'agir ainsi, c'était dans le but de conserver le bénéfice de la Neutralité imparfaite. Quelque intéressés que soient ces mobiles, ce fait n'en marque pas moins un certain progrès sur les usages du temps. Gustave-Adolphe avait déjà pris Francfort une douzaine d'années auparavant et y avait mis une garnison. Le maréchal de Guébriant aurait fort bien pu l'imiter. Les Français sont donc restés en deçà de leurs droits, dans un temps où les belligérants allaient si facilement au-delà.

La paix de Westphalie, contrairement à ce qu'elle fait pour le droit de passage, ne parle pas de l'occupation des places neutres. Le progrès a donc été plus lent. Mais, afin de limiter les ravages causés par la guerre, les souverains prennent l'habitude de mettre en dehors du champ des opérations telle ou telle région déterminée au moyen de traités de Neutralité.

## L'OCCUPATION DES PLACES NEUTRES

### DE LA PAIX DE WESTPHALIE A VATTEL

Les clauses de ces traités n'englobent pas seulement des villes, mais souvent des régions entières. Toutefois la distinction entre ces deux termes n'a pas l'importance qu'on serait tenté de lui attribuer, car il est à peu près impossible d'occuper une place quelconque sans se rendre maître en même temps de la banlieue, de ce que nous appellerions aujourd'hui l'hinterland ; autre-

ment la situation de l'occupant serait précaire et à la merci d'un coup de main. Aussi est-il toujours porté à occuper tout le territoire avoisinant, jusqu'à ce qu'il se heurte à une autre organisation régulière et pourvue de moyens de défense. Pour avoir la sécurité, l'occupation des alentours d'une place est donc absolument nécessaire.

Louis XIV, avant de déclarer la guerre à la Hollande, signa avec les différents princes de l'Europe des traités de Neutralité. Toutefois, ces traités n'avaient pas en vue un but humanitaire, si l'on peut s'exprimer ainsi, mais plutôt un but politique, celui de détacher les princes d'Allemagne et en particulier l'électeur de Brandebourg de l'alliance hollandaise. Mais, dès 1674, l'électeur rompit le traité conclu en 1673 avec la France et renouvela son alliance avec les Hollandais, ne faisant d'ailleurs qu'imiter l'électeur de Trèves qui, l'année précédente, avait montré le même manque de foi. Aussi, par représailles, les Français ravagèrent l'électorat.

Cette même année, Louis XIV avait aussi demandé à l'empereur et à l'Espagne la neutralisation de la Franche-Comté, mais vainement ; son seul but était de pouvoir agir plus facilement ailleurs.

Pour ces raisons, ces traités ne sont pas très intéressants, le mobile qui les dicte étant la politique et non le respect du droit des gens. Ils ont pour but non d'éviter à un territoire neutre les ennuis d'une occupation militaire, mais de garantir les contractants contre une attaque gênante. Aussi bien plus intéressant est le traité conclu en 1709 sous les auspices du roi de Pologne pour assurer la tranquillité de la Basse-Allemagne pendant les guerres du Nord.

La situation faite à cette région par la paix de Westphalie était très bizarre. Elle dépendait de la Suède,

mais sans être détachée de l'empire. Aussi la Suède, considérée comme Etat allemand, avait-elle des voix à la Diète impériale. Elle guerroyait avec les diverses puissances du Nord, tandis que l'empire était en paix. L'intérêt de la Basse-Allemagne était de suivre l'empereur ; elle n'avait aucun intérêt à prendre parti pour la Suède et, dans ce but, l'empereur, les Etats généraux des Provinces Unies et l'Angleterre signèrent un traité par lequel ces diverses puissances s'engageaient à garantir la Neutralité en Allemagne et à lever un corps de troupes pour faire respecter leurs décisions (1).

Ce traité aurait eu les plus grandes chances d'être respecté si les princes d'Allemagne avaient tenu leurs promesses. C'était à eux qu'incombait l'obligation de fournir les soldats ; mais ces princes, qui pourtant vendaient des hommes aux diverses puissances européennes, ne furent pas capables d'en lever pour leur propre service, de sorte que, soit par leur incurie, soit par leur négligence, l'armée conservatrice de la Neutralité ne put être formée.

Quand la régence de Suède, en l'absence de Charles XII prisonnier des Turcs à Bender, fit passer des troupes en Schoone, les diverses puissances, ce que nous appellerions aujourd'hui le concert européen, s'efforcèrent d'épargner à l'Allemagne suédoise les ravages de la guerre et, par l'entremise des ministres d'Angleterre et de Hollande, demandèrent que les Etats des couronnes du Nord situés en Allemagne ne fussent pas englobés dans la lutte. Une pareille démarche n'aurait plus de raison d'être aujourd'hui, car les possessions ne peuvent ainsi être détachées de leur métropole et les belligérants peuvent y porter la guerre, en

(1) PUFENDORF, *De rebus suecicis*, op. cit.

quelque endroit où elles se trouvent et de quelque nature qu'elles soient. Aussi nous ne voyons pas actuellement l'Inde détachée de l'Angleterre en guerre avec une tierce puissance, pas plus que l'Algérie de la France. Au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, au contraire, les liens qui unissaient les divers Etats de l'empire étaient très lâches. C'est ce qui explique comment, pendant toute la guerre de Trente ans, les principautés, les villes libres et hanseatiques combattaient tantôt pour l'empereur, tantôt contre lui, ou restaient neutres, ou plutôt cherchaient à le rester. Aussi cette démarche, qui ne serait même pas reçue de nos jours et serait considérée comme une ingérence étrangère dans les affaires intérieures d'un Etat, était alors très possible.

La régence de Suède commença par refuser, prétextant l'éloignement du roi, puis finalement promit de ne pas guerroyer en Allemagne, tant que ses ennemis ne lui en donneraient pas l'occasion.

Etant données ces dispositions conciliantes de la Suède, le traité avait des chances d'être observé ; mais, après la victoire des Suédois à Helsunbourg en 1710, le roi de Suède refusa d'adhérer au traité de Neutralité de 1709. Fait à noter, il ne jugea pas cette démarche incorrecte et attentatoire aux droits de sa couronne, car il ne refusa pas pour des raisons purement théoriques, comme celle qui aurait consisté à ne pas reconnaître l'ingérence des puissances étrangères dans les affaires intérieures de la Suède, mais en matière de représailles contre le roi Auguste de Pologne qui était rentré dans ses Etats, contrairement aux stipulations du traité d'Alt-Ranstadt.

En plus de ce prétexte, il en invoquait un autre ; et après lui, ce traité avait empêché ses troupes d'agir et lui avait, en conséquence, causé un grave préjudice,

alors qu'au contraire les alliés soutenaient qu'il lui avait épargné des pertes, en quoi l'avenir leur donna raison.

Ce refus du roi de Suède d'observer le traité était l'échec de la tentative des puissances. Dès 1711, le roi de Danemark attenta à la Neutralité du duché de Brême sous le fallacieux prétexte qu'un armateur suédois avait violé la liberté de navigation sur l'Elbe, liberté analogue à celle reconnue aujourd'hui sur le Danube et le Congo ; par représailles, les Danois saisirent 36 vaisseaux suédois. L'affaire n'alla cependant pas plus loin ; cette mauvaise querelle, cherchée et voulue par les Danois, fut arrangée par les généraux Krasau et Scholten (1).

Mais ce n'était que partie remise. L'année suivante, prétextant le refus de Charles XII d'observer la Neutralité en Allemagne, les rois de Pologne et de Danemark déclarèrent qu'ils n'étaient plus tenus par le traité ; ils employaient ainsi le procédé cher aux diplomates de tous les temps : accuser son adversaire de rompre les traités pour s'en déclarer dégagé soi-même ; et dans ce cas le Danemark et la Pologne invoquaient une mauvaise raison pour faire infraction aux traités de Westphalie et à la paix de l'empire (2).

Cette déclaration fut immédiatement suivie d'exécution ; le roi de Danemark envahit le duché de Brême, s'empara de la ville de Stade, après l'avoir bombardée, puis de tout le duché dans le cours de l'année 1712.

Cette infraction à la Neutralité de l'Allemagne fut aussitôt suivie d'une seconde. Pour venger l'incendie de Stade, le général suédois Steinbach brûla, en 1713, la ville d'Altona qui dépendait du Danemarck (3).

(1) PUFENDORF, *De rebus suecicis*, *op. cit.*

(2) PUFENDORF, *Id.*, *op. cit.*

(3) PUFENDORF, *Id.*, *op. cit.*

VOLTAIRE, *Histoire de Charles XII, roi de Suède*, *op. cit.*

Quoiqu'elle ait échoué, cette tentative des grandes puissances d'alors d'imposer leur volonté n'en est pas moins des plus intéressantes à signaler. C'est l'un des premiers essais que les grands Etats aient fait pour localiser un théâtre de guerre et, par conséquent, l'une des premières manifestations de ce qu'on appelle aujourd'hui le concert européen.

Elle aurait eu une autre conséquence très importante, si elle avait réussi. Elle aurait détaché les Etats de la Basse-Allemagne de la Suède et les aurait replacés sous l'autorité directe de leur suzerain l'empereur, et aurait ainsi abouti à l'unification de l'Allemagne, unification qui fut de nouveau tentée par l'Autriche dans sa déclaration de guerre à la France en 1734. De même que l'empire, dans la même déclaration, interdit à ses divers vassaux d'accorder le droit de passage aux Français, de même elle les oblige à faire cause commune avec lui et à refuser tout secours à son adversaire (1).

L'Allemagne eut, pendant cette guerre, moins à souffrir des violations de Neutralité qu'au siècle précédent. Toutefois, elle n'en fut pas absolument indemne. Au début de son invasion de la Silésie en 1741, Frédéric II occupa Breslau, ville libre qui jouissait de privilèges semblables à ceux des autres villes impériales et, selon l'expression du roi de Prusse lui-même, était une petite république gouvernée par ses magistrats et exempte de toute garnison (2). Il y « leva la Neutralité » (3), sous le

(1) La guerre à laquelle on nous a forcé est une guerre juste, publique et commune de l'empire, que pour la pousser avec succès tous les vassaux et sujets de l'empire tant petits que grands doivent prendre les armes. (Déclaration de guerre de l'Autriche à la France, en 1734).

(2) *Mémoires de Frédéric II, roi de Prusse, op. cit.*

(3) *Vie de Frédéric II*, par LAVEAUX.

prétexte que la ville aurait été obligée d'ouvrir ses portes au général autrichien Braun, et qu'ainsi il ne faisait que le devancer (1).

A la vérité, il n'avait nullement l'intention de rendre ce qu'il occupait. La paix d'Aix-la-Chapelle de 1748 lui donna la Silésie en toute propriété et l'occupation, de provisoire qu'elle aurait dû être, devint naturellement permanente.

Toutefois, il semble difficile d'assimiler absolument ces conflits entre princes allemands à des guerres étrangères ; ce sont plutôt des luttes civiles et, en cette matière, il est assez difficile de parler de Neutralité. La guerre de la Succession d'Autriche marque le début de la lutte de la Prusse et de l'Autriche pour la conquête de l'hégémonie en Allemagne et le premier effort de la maison de Hohenzollern pour ravir aux Habsbourg la primauté dans l'empire, effort qui aboutira 120 ans plus tard, sur le champ de bataille de Kœnigsraetz-Sadowa.

Frédéric récidiva quelques années plus tard par l'invasion de la Saxe. Sa violation de Neutralité était si flagrante qu'il éprouva le besoin d'en donner dans ses *Mémoires* une explication. Il prétend que la cour de Saxe avait des intelligences avec la Russie et l'Autriche et des desseins hostiles contre lui, desseins qu'il connaissait lui-même fort bien par des copies de documents officiels. Aussi, pour se procurer les originaux, il n'hésita pas à aggraver sa violation de Neutralité par le forçement des archives de Dresde, et ce malgré l'opposition de la reine de Pologne. Une fois en son pouvoir, il les fit publier sous le titre de « Mémoire raisonné sur

(1) *Mémoires de Frédéric II, roi de Prusse, op. cit.*

les desseins dangereux des cours de Vienne et de Dresde, avec les pièces justificatives » (1).

En général, Frédéric n'était guère scrupuleux sur le choix des moyens. Quand son intérêt était en jeu, le droit des neutres pesait fort peu pour lui. Il cherche à dissimuler ses violences sous des prétextes fallacieux et même quelquefois puérils, comme celui d'avoir vu, pendant la marche de son armée en Saxe, des poteaux indicateurs avec la mention « Heerenstrasse : chemin de l'armée », poteaux qui devaient indiquer la route à l'armée autrichienne (2).

Quoi qu'il en soit, et quelques prétextes qu'il en donne, il n'en est pas moins certain que son invasion de la Saxe est l'une des plus monstrueuses atteintes au droit des gens qui ait existé.

Quelques années plus tard, pendant les insurrections qui ensanglantèrent la Pologne en 1768, une violation de Neutralité de ce genre fut une cause de guerre entre la Russie et la Turquie. Les frontières russe, turque et polonaise étaient mal délimitées. Il y éclatait continuellement des incidents de frontière, tels que ceux que l'on voit encore aujourd'hui dans certaines régions, les Balkans par exemple. Une troupe de Polonais, défaite par les Russes, se réfugia en territoire ottoman. Les Mos-

(1) Forcement des archives de Dresde.

..... Le prince de Brunswick, son général, a voulu faire ouvrir les archives de Dresde et y entrer ; la reine, voyant que ses représentations étaient inutiles, a été elle-même aux archives.

(2) Le prince de Brunswick n'a pas voulu user de violence... et a envoyé un courrier au roi de Prusse pour lui rendre compte de ce qu'il avait fait et le roi de Prusse lui a mandé d'entrer dans les archives. (*Mémoires du duc de Luynes*, en date du 18 septembre 1716).

*Vie de Frédéric II*, par LAVEAUX, *op. cit.*

covites l'y poursuivirent, s'emparèrent de Balta, ville appartenant au khan de Crimée, et la mirent à sac (1).

Cet incident fut le début d'une abondante correspondance diplomatique entre les deux Etats, la Russie disant que l'incendie et le pillage de la ville étaient le fait de pillards et de soldats isolés, la Turquie prétendant au contraire y voir l'œuvre de troupes régulières. La Porte, dans deux notes successives, énumère ses griefs (2).

A ces plaintes, l'impératrice Catherine de Russie répondit qu'elle avait fait condamner sans pitié les pillards (3) et en même temps déclara la guerre à la Porte

(1) On reçut la nouvelle portant que les troupes russes envoyées à Balta, laquelle est une frontière musulmane, avaient assailli à l'improviste des Musulmans et massacré plus de 1,000 personnes, hommes, femmes et enfants. (Mamifeste du grand seigneur, du 30 octobre 1768).

(2) Si le trop long séjour des troupes russes en Pologne est contraire à l'amitié perpétuelle convenue dans les traités antérieurs et postérieurs de la Sublime Porte avec la cour de Russie, de quelle fâcheuse conséquence n'a-t-il point été susceptible, lorsque, portant les troubles sur les frontières ottomanes, il a enfin occasionné des hostilités jusque dans Balta ?

Et quelques pages plus loin, la même note dit :

Quelque constatée que fût cette infraction aux promesses de la Russie de retirer ses troupes de Pologne par des hostilités commises à Balta, on a bien voulu encore s'expliquer à la Sublime Porte avec le résident et lui demander si une pareille conduite de sa cour n'était pas contraire à l'amitié, si elle n'était pas opposée aux capitulations et si ce n'était pas une infraction manifeste des traités. Il n'a pu y répondre, et, par son silence, il a fait l'aveu de l'infraction des Russes. (Note faisant connaître à la nation polonaise ses motifs de mécontentement contre les Russes).

(3) La Porte se servit d'un événement étranger, notamment de ce qui arriva dans Balta, ville appartenant au khan de Crimée, laquelle avait été saccagée et pillée par une bande de brigands, sans considérer que, sur le premier avis qui nous

ottomane, ce qui peut être considéré comme une façon de rejeter la responsabilité d'un conflit sur son antagoniste. Elle contredit donc absolument la version turque, de sorte qu'il est très difficile de dire s'il y a eu, oui ou non, violation réfléchie de Neutralité avec aggravation de pillage et d'incendie, d'autant plus que la Porte, dans un manifeste du 1<sup>er</sup> juin 1769, « portant déclaration de guerre aux Polonais adhérens à la Russie, renouvelle les mêmes griefs » et accuse de nouveau les Russes d'avoir brûlé la ville de Balta et, en plus, le village de Crafoova.

L'hésitation qu'il y a à conclure est encore aggravée du fait que Frédéric II en donne une troisième version (1). Selon lui, les Russes, ayant battu les confédérés de Krazinsky en Podolie, les poursuivirent « sans le savoir » en territoire turc où ils brûlèrent la ville de Balta dont ils ignoraient le statut. Les Turcs se seraient alors emparés de cet incident fortuit pour en faire une cause de guerre.

La chose est d'autant plus possible que, dans sa note adressée à la nation polonaise, la Porte laisse percer la contrariété qu'elle éprouve à voir les troupes russes s'éterniser en Podolie ; cependant l'explication du roi de Prusse suppose vraiment une ignorance bien complète chez les Russes.

L'impératrice Catherine tira vengeance de la Turquie

avait été donné de cette méchante action et avant que la Porte nous eût adressé des plaintes, nous avons ordonné à nos troupes de poursuivre ces bandits, de les arrêter et de punir les Saporovites, nos sujets, qui pourraient se trouver parmi eux, punition qu'ils ont subie publiquement, chacun suivant son délit et à la vue de la ville de Balta. (Contenu dans la déclaration de guerre faite par Sa Majesté Impériale à la Porte Ottomane, le 4 décembre 1768).

(1) *Mémoires de Frédéric II, roi de Prusse, op. cit.*

deux ans plus tard et de la même manière. Les Ottomans ayant, en 1770, pendant leur guerre avec les Russes, franchi la frontière polonaise en poursuivant le prince Gallizin, l'impératrice prétendit que la Pologne ne pouvait souffrir cette atteinte au traité de Karlowitz, traité qui la remettait en possession de la Podolie et de l'Oukraine, et la força à déclarer la guerre à la Turquie (1). Cette déclaration de guerre n'avait aucune importance au point de vue pratique, étant donnée la faiblesse de la Pologne, mais elle prouverait l'importance que l'on commençait à attacher aux questions de Neutralité, s'il ne s'agissait ici d'une vengeance de l'impératrice de Russie en réponse aux mauvais procédés turcs des années précédentes.

## DE LA PRISE DE PLACES EN PAYS NEUTRE

CHEZ VATTEL

Historiquement, le respect du droit des neutres n'a pas fait de grands progrès sur ce point. La guerre de Sept ans donne au contraire, avec l'invasion de la Saxe par Frédéric II, l'un des plus monstrueux abus de la force dans les temps modernes. Mais, si les occupations de places ou de territoires neutres sont à peu près aussi nombreuses, il y a une très grande différence dans l'exécution. Au xvii<sup>e</sup> siècle, ces occupations sont ordinairement accompagnées de violences de toutes sortes exercées contre les habitants paisibles. Au xviii<sup>e</sup> siècle, à part la violence exercée par Frédéric à Dresde pour s'emparer des archives, l'on ne peut citer dans les campagnes de ce souverain aucun fait d'occupation où il

(1) CASTERA, *Histoire de Catherine II*.

ait abusé de sa force contre les habitants. Dans l'invasion de la Silésie en 1741, comme dans celle de la Saxe en 1756, les Prussiens ne causèrent que le minimum de dommages ; c'est du moins ce qu'assure Frédéric II dans ses *Mémoires* et il ajoute qu'à Dresde, comme à Breslau, la discipline des troupes prussiennes fut exemplaire. Ce fait tient à plusieurs raisons dont la principale était l'intérêt qu'avait le roi de Prusse à ménager les Silésiens et les Saxons, surtout les premiers qui, à la paix d'Aix-la-Chapelle, passèrent sous sa domination. En outre, Frédéric n'était pas un aventurier comme Wallenstein, ni un reître brutal comme Christian de Brunswick. Il ne foulait aux pieds les droits des neutres que poussé par les nécessités politiques. Dès qu'il avait atteint le but cherché, il instituait un gouvernement tolérant et cherchait à se concilier les habitants par sa justice et sa bienveillance. C'est ce qui explique pourquoi il mit, après la guerre de Sept ans, autant d'ardeur à réparer les désastres de la lutte qu'il en avait mis à combattre ses adversaires coalisés.

En outre, son armée était soumise à une exacte discipline ; elle ne ressemblait pas aux bandes indisciplinées de Wallenstein qui, très sévère sur les questions de courage, n'en était pas moins fort accommodant sur le reste et fermait volontiers les yeux sur les excès que commettaient ses soldats. De même, ses généraux étaient des officiers au sens que nous donnons aujourd'hui à ce mot, nommés par lui et payés sur les fonds du trésor public. Aussi la conduite de la guerre se ressent-elle de ces divers changements et les habitants des pays occupés ne sont-ils plus aussi souvent soumis à l'arbitraire du soldat vainqueur.

Le progrès réalisé en cette matière est peut-être encore moins considérable au point de vue des idées, et

cependant, généralement, les idées précèdent les faits. Vattel, qui pourtant représente assez exactement les idées du xviii<sup>e</sup> siècle, ne fait que se rapporter à Grotius ; il admet la prise d'une place neutre, ne mettant à la théorie de son prédécesseur qu'une variante. Grotius dit : « en cas de nécessité » ; Vattel : en cas « d'extrême » nécessité. Il est donc plus restrictif, mais cette différence n'offre qu'un intérêt purement platonique, car il est impossible de dire où s'arrête la nécessité et où commence l'extrême.

Il ne fait d'ailleurs que copier Grotius sur tous les points. Comme ce dernier, il fait au belligérant un devoir d'évacuer la place occupée, dès que la nécessité qui l'a obligé à s'en emparer a disparu, mais en même temps il ouvre la porte à tous les marchandages au moment de l'évacuation.

Comme Grotius encore, il fait au belligérant un devoir de payer le dommage causé au neutre ; c'est une idée de justice élémentaire, la même que celle qui l'a amené à poser la même règle pour le droit de passage, car il serait injuste de faire souffrir les neutres des maux d'une guerre à laquelle ils ne prennent pas part ; ce principe a été observé avec assez de régularité pendant la fin du xviii<sup>e</sup> siècle, où les belligérants ont cherché ordinairement à ne commettre que le moins d'abus possible.

Les idées de Vattel ne diffèrent donc pas essentiellement de celles de Grotius sur cette question si importante ; c'est même celle sur laquelle il se rapproche le plus de son prédécesseur. Tandis qu'il renferme le droit de passage dans des limites très étroites et en rend l'exercice très difficile, sinon impossible, par les nombreuses restrictions qu'il y apporte, il laisse à un mot près la seconde question au point où elle en était avec Grotius et Pufendorf.

# DE LA LEVÉE DE TROUPES

## EN PAYS NEUTRE

---

### THÉORIE DE GROTIUS ET PUFENDORF

Le droit de lever des troupes en pays neutre ne rentre pas, sauf exception, dans la catégorie des deux premiers ; le droit de passage, de même que celui d'occupations de places en territoire neutre, est considéré par les philosophes du xvii<sup>e</sup> siècle comme un droit parfait qui oblige le neutre ; la levée d'hommes en territoire neutre n'est, au contraire, qu'une faculté accordée aux Etats de fournir, avec ou sans compensation, des troupes ou des secours à l'un des partis en lutte. Ce n'est au fond que l'observation de la Neutralité imparfaite dont il a été question au début de cet ouvrage.

La chose semblait alors tellement naturelle que les philosophes de l'époque n'en parlent pas. Grotius spécifie bien dans son œuvre que les neutres ne doivent ni aider les belligérants, ni leur procurer des secours. Il rend non seulement le neutre responsable du dommage causé, mais ajoute même que, lorsque le secours prolonge la guerre, le neutre « commet un acte criminel » et peut, par mesure de représailles, être dépouillé de ses biens propres (1).

Prise à la lettre, cette théorie aboutirait logiquement à la suppression de la Neutralité imparfaite. Il est bien évident qu'un secours quelconque prolonge toujours une

(1) GROTIUS, *De jure belli ac pacis*, *op. cit.*

guerre et cause à l'autre partie un dommage plus ou moins considérable ; elle aboutirait en même temps à la théorie actuelle d'après laquelle les neutres ne doivent fournir aux belligérants aucune chose susceptible de pouvoir servir aux hostilités. Mais ces idées étaient loin d'être suivies à l'époque. Grotius lui-même ne s'occupe pas spécialement de cette question et ne donne en conséquence aucun éclaircissement sur ce point pourtant si intéressant. Pufendorf ne la traite pas davantage et, de même que pour le droit de passage, se contente de renvoyer à Grotius. Aussi sommes-nous réduits à étudier d'après l'histoire le développement de ce droit au cours des xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles.

#### DIFFÉRENTES SORTES DE LEVÉES D'HOMMES

Avant d'aborder l'étude de l'histoire, il convient de préciser le sens que l'on donne à cette expression : levées d'hommes en pays neutre. Il y a, en effet, divers procédés d'enrôlement qu'il importe d'indiquer.

Le premier et le seul qui existe encore aujourd'hui consiste à recevoir simplement dans des corps de troupes, spéciaux ou non, les étrangers qui désirent s'engager. La France n'agit pas autrement pour le recrutement de sa légion étrangère ; les étrangers désireux de courir les dangers et les aventures s'enrôlent de leur plein gré et ne sont même pas astreints à donner leur nom ; aussi est-ce le seul corps de l'armée française qui, par sa composition et son recrutement, rappelle les armées de Wallenstein et de Gustave-Adolphe.

Sur ce premier procédé, il n'y a pas beaucoup à dire, car il est admis que les gouvernements ne sont pas responsables des enrôlements volontaires de leurs sujets dans une armée étrangère. Tout au plus a-t-on, en

France et dans les autres pays, porté des lois destinées à frapper d'incapacités diverses celui qui, sans autorisation, prend du service à l'étranger. En France, celui qui se met dans ce cas perd ses droits de citoyen français ; mais cette loi est d'ordre purement intérieur et jamais un Etat n'a soutenu que ce mode d'enrôlement fût une atteinte au droit des gens.

A l'époque de Grotius, le recrutement se faisait d'une façon analogue ; beaucoup d'aventuriers prenaient du service là où il y avait de la gloire à conquérir, et souvent aussi des pillages à faire ; mais les souverains ne portaient de lois contre eux que quand ils y trouvaient leur intérêt. Il n'y avait qu'une différence avec ce qui se passe maintenant : c'est qu'aujourd'hui les incapacités portées contre ceux qui prennent du service dans une armée étrangère sont le résultat de lois générales, alors qu'au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, elles n'étaient que le résultat de lois ou d'arrêts de circonstance.

Ce premier procédé est en somme très anodin, et ne lèse sérieusement ni les droits des neutres, ni ceux des belligérants ; mais il en existait d'autres qui l'étaient beaucoup moins et qui montrent la façon dont les hommes du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle comprenaient la Neutralité ; l'un d'eux consistait à conclure avec un Etat un traité par lequel ce dernier s'engageait à fournir, avec ou sans compensation pécuniaire, un corps de troupes tout équipé ou un nombre d'hommes déterminé ; il existait aussi une troisième variante également employée.

On sait qu'autrefois les armées se recrutaient par voie d'enrôlements volontaires et que les gouvernements avaient à leur solde des fonctionnaires, les sergents recruteurs, qui, moyennant une prime, racolaient des hommes pour le service du roi dans les cabarets ou autres lieux. Il arrivait même parfois que, quand les

hommes manquaient ou que les enrôlements devenaient rares, les autorités militaires faisaient entourer par leurs soldats certains quartiers mal famés et emmenaient tous les hommes aptes au service qui s'y trouvaient. Ce procédé a été très employé en Angleterre pour alimenter d'hommes la marine. Quand il y avait pénurie de matelots, les soldats cernaient certains quartiers, emmenaient tous les hommes valides et les embarquaient de force sur les vaisseaux du roi. C'est ce qu'on appelait alors « faire la presse ».

Etant donné ce mode de recrutement, un Etat pouvait concéder à un autre le droit d'avoir des bureaux d'enrôlement et des sergents recruteurs sur son territoire. C'était un moyen de lui venir en aide et d'observer en sa faveur la Neutralité imparfaite. Toutefois, semble-t-il, jamais un Etat n'a concédé à un autre le droit de « faire la presse » chez lui ; une pareille concession aurait entraîné trop d'abus et tari une source de recrutement à laquelle les gouvernements eux-mêmes étaient heureux de recourir dans les cas difficiles.

Le second procédé n'était que la conséquence du droit de passage ; il n'a jamais été concédé par un neutre à un belligérant. Il entraînait trop d'abus et n'était en somme que l'exercice du droit du plus fort. De plus, il est en contradiction avec les idées des philosophes du temps, recommandant de respecter autant que possible les sujets neutres. En effet, les armées belligérantes passant en territoire neutre recrutaient sur leur passage, soit par promesses, soit plus souvent par menaces, les hommes aptes à faire la guerre.

Outre ces divers modes d'enrôlement, les belligérants en employaient alors un autre encore plus odieux : l'incorporation des prisonniers de guerre, système pratiqué pendant tout le cours du xvii<sup>e</sup> siècle et qui ne disparut

qu'au xviii<sup>e</sup>, par suite des changements survenus dans la conduite de la guerre.

### LEVÉES D'HOMMES EN PAYS NEUTRE PAR TRAITE

La Neutralité telle qu'elle était alors entendue permettait à une puissance de fournir des recrues à une autre, même sans indemnité d'aucune sorte. C'est ce que firent, en 1756, au traité de Versailles, l'Autriche et la France qui s'engagèrent réciproquement à se procurer, en cas d'attaque d'un tiers, un corps de 24,000 hommes.

C'était un traité défensif, ou plutôt un traité d'alliance défensive, selon l'expression actuelle ; mais il en diffère et y ressemble en même temps : il y ressemble, en ce sens que chacun des contractants se promettait une aide mutuelle en cas d'attaque d'un tiers ; il en diffère, parce qu'aujourd'hui chacune des parties s'engage jusqu'à limite de ses forces, alors que, dans le traité de Versailles, elles ne s'engageaient que jusqu'à concurrence de 24,000 hommes ; passé cette limite, chacune reprenait sa liberté d'action et pouvait assister en simple spectatrice à la lutte. Seuls les auxiliaires qu'elle avait fournis combattaient dans les rangs de l'armée alliée.

Ces traités ne sont plus usités maintenant ; cependant, en 1812, Napoléon avait forcé le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche à mettre à sa disposition des corps d'une force totale de 60,000 hommes environ pour combattre les Russes ; ces traités étaient à peu près analogues à celui de 1756 ; mais les souverains y avaient été forcés ; aussi ne mirent-ils pas grande ardeur à sou-

tenir leur allié, et leurs troupes évitèrent-elles toujours soigneusement la moindre rencontre avec les Russes.

Aux <sup>xvii</sup>e et <sup>xviii</sup>e siècles, ce procédé était régulier. Pendant les premières guerres de Silésie, la cour de Saxe avait des auxiliaires dans l'armée autrichienne qui opérait en Bohême ; elle lui avait envoyé un corps de 22,000 hommes, mais le procédé ne passa pas aussi facilement que le roi de Pologne aurait pu le croire ; celui contre qui il exerçait ainsi la Neutralité imparfaite n'était autre que Frédéric II et ce souverain est l'un des premiers qui ait refusé de la voir exercer contre lui ; son refus de reconnaître un usage considéré jusqu'alors comme régulier était, il est vrai, moins désintéressé que lorsqu'il interdit au comte de Munich l'accès du territoire prussien ; il avait des vues sur la Saxe, vues qu'il chercha plus tard à faire triompher. Aussi, il qualifia cet envoi d'auxiliaires à son ennemi de « déclaration de guerre dans les formes », envahit la Saxe, battit l'armée saxonne à Pirna et s'empara de Dresde (1).

Cet acte de Frédéric II est très difficile à apprécier ; si le secours fourni par les Saxons aux Autrichiens était conforme aux idées de l'époque, il n'en est pas moins certain que le roi de Prusse pouvait se considérer comme lésé ; aujourd'hui la question ne se poserait même pas ; un envoi d'auxiliaires serait considéré par la partie lésée comme une déclaration de guerre. Mais l'empressement que mit Frédéric à envahir la Saxe laisserait supposer qu'il ne cherchait qu'un prétexte et que, ce prétexte une fois trouvé, il l'a saisi au vol.

Ces motifs, en somme peu avouables, empêchent de considérer son acte comme un progrès réel des idées

(1) *Mémoires de Frédéric II, roi de Prusse, op. cit.*

de Neutralité, d'autant plus qu'il ne se montra pas toujours aussi difficile et exigeant. Pendant la même campagne, la Russie avait promis à l'Autriche un corps d'auxiliaires ; il ne dit rien ; la Russie n'était pas la Saxe et il n'avait nulle envie d'augmenter le nombre de ses ennemis.

A côté de ces traités purement politiques, les puissances d'alors en concluaient d'autres encore plus fréquents ; c'étaient ceux qui avaient pour but l'achat et la vente d'hommes. Ce procédé, longtemps considéré comme régulier, a été très employé par les petits princes d'Allemagne qui ne se faisaient pas faute d'en user pour remplir leurs caisses.

Ces traités étaient ou permanents, ou temporaires : ceux de la première catégorie étaient très rares à cause des nombreux inconvénients qu'ils comportaient. Les contractants aliénaient leur liberté pour un temps indéterminé, ce qui est souvent nuisible à un Etat. Telle puissance dont on est l'allié peut fort bien, dans un laps de temps plus ou moins éloigné, devenir une ennemie. Aussi ces traités ne sont-ils de mise que dans le cas fort rare où les intérêts des deux parties ne se contrecarrent jamais. Ce fut le cas de la Suisse s'engageant, en 1516, à fournir annuellement un contingent de recrues au roi de France moyennant la somme de 700,000 écus payés aux cantons. Cette convention, connue sous le nom de « Paix perpétuelle », fut fidèlement observée de part et d'autre pendant près de 300 ans, depuis la bataille de Marignan jusqu'à la Révolution française.

Ce traité appelle en outre quelques observations sur l'attitude des Suisses ; il est curieux de constater que ces montagnards, qui refusaient l'accès de leur territoire à toute armée belligérante, fournissaient au contraire des soldats au roi de France. Sur le premier

point, ils observaient toujours la Neutralité générale et, sur le second, la Neutralité particulière. Ces deux attitudes sembleraient contradictoires, si Vattel ne nous avait donné les raisons purement utilitaires qui poussaient ses compatriotes à agir ainsi (1).

Mais, si ces traités étaient rares, il n'en est pas de même de ceux que l'on peut qualifier d'accidentels. Ceux-ci offraient un double avantage ; ceux qui fournissaient les hommes ne se liaient pas les mains et pouvaient traiter quand ils y avaient intérêt, c'est-à-dire le plus souvent quand ils avaient besoin d'argent. Le traité exécuté, chaque partie reprenait ainsi sa liberté d'action. Bien entendu, les vendeurs n'étaient pas les puissants souverains de l'Europe, mais les princes besogneux tels que ceux d'Allemagne, et il est étonnant de voir combien facilement ceux-ci vendaient leurs hommes, soit parce qu'ils n'en avaient plus besoin, soit plus simplement parce que leurs caisses étaient vides. Ils mettaient littéralement les contingents aux enchères, ne les cédant qu'au plus offrant, et tiraient de ce commerce le plus clair de leurs revenus.

La France et l'Angleterre étaient les principaux acheteurs et se disputaient les recrues. En 1689, elles sollicitèrent les rois du Nord de leur céder leurs troupes ; l'Angleterre eut l'avantage, bien que la France proposât un prix égal. Le roi de Danemark céda à la Grande-Bretagne 7,000 hommes qui passèrent en Ecosse (2).

La facilité avec laquelle avaient lieu ces transactions s'explique par la composition des armées. A notre époque, où les armées sont nationales, de pareilles tractations seraient impossibles. Pas un homme ne consen-

(1) G. DE VATTEL, *Droit des Gens*, op. cit.

(2) PUFENDORF, *De rebus suecicis*, op. cit.

tirait à s'expatrier ainsi ; mais, au xvii<sup>e</sup> siècle, peu importait aux aventuriers qui composaient les armées d'alors de combattre pour l'un ou pour l'autre, pourvu qu'ils fussent payés et que la guerre leur rapportât profits et richesses.

La même année, le roi de Suède imita son voisin ; il céda 6,000 hommes aux Hollandais, puis 6,000 autres avec 12 vaisseaux au même Etat (1). Enfin, il promit encore 6,000 recrues à l'empereur ; mais, malgré ces renforts qui, comme on le voit, ne laissaient pas que d'être importants, aucun de ces deux souverains ne se déclara ouvertement contre la France ; ils pratiquaient contre elle la Neutralité imparfaite et ne pensaient pas lui faire injure, puisque le roi de Suède offrit sa médiation entre les belligérants, médiation qui, d'abord refusée, fut ensuite acceptée (2).

Pendant les premières campagnes de Frédéric II et la guerre de Sept ans, la vente d'hommes fut encore d'un usage courant. L'Angleterre, qui a longtemps usé de ce procédé, était alors le principal acheteur. Ne voulant pas imposer à ses nationaux les charges militaires, elle se servait de ses nombreuses ressources financières pour alimenter ses régiments et, selon l'énergique expression de Frédéric II, « avec des guinées, pensait tout obtenir » (3). Elle recrutait chez les princes d'Allemagne, qui, pour se procurer des hommes, n'hésitaient pas à dépeupler leur pays, et n'a renoncé à ce système qu'à une époque relativement récente. Pendant les campagnes qu'elle a soutenues contre Napoléon, soit en Espagne, soit en Belgique, le tiers au moins de ses armées était composé d'étrangers, Espagnols, Portugais,

(1) PUFENDORE, *De rebus suecicis*, op. cit.

(2) *Id.*

(3) *Mémoires de Frédéric II, roi de Prusse*, op. cit.

Hanovriens, Belges, Hollandais, légion germanique, et à plus forte raison, pendant toute la guerre de Sept ans, les troupes britanniques qui opérèrent soit en Amérique, soit en Flandre étaient composées de soldats issus de toutes les nations de l'Europe. A Fontenoy, une partie de leur effectif était fourni par les Hessois et les Danois ; en 1756, des contingents hessois et hanovriens passèrent en Angleterre pour repousser un débarquement éventuel des Français.

Les troupes envoyées en Amérique pour combattre l'insurrection étaient recrutées de la même façon ; un jour, Washington fit prisonniers un millier de Hessois (1) et fit subir aux troupes britanniques de telles pertes que le gouvernement anglais eut les plus grandes difficultés à maintenir ses effectifs. Il s'adressa à l'impératrice Catherine de Russie qui refusa ; elle ne voulait pas être comparée aux princes allemands et « regardait comme bien au-dessous d'elle d'accepter des subsides d'une autre puissance » (2). Déçu de ce côté, il s'adressa alors à ses pourvoyeurs habituels, les princes de Hesse, de Brunswick, d'Anspach, de Waldeck et de Hanovre.

Ces princes besogneux n'hésitèrent pas à accepter ses conditions et conclurent avec lui des traités aux termes desquels ils devaient lui fournir environ 22,000 hommes ; mais l'exécution n'en fut pas aussi facile qu'ils auraient pu le croire, à cause de l'opposition de Frédéric II dont l'influence fut si grande pendant toute la guerre de Sept ans. L'Allemagne se ressentait déjà de la grande quantité d'hommes envoyés en Amérique (3) et les Etats qui la composaient n'avaient

(1) LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire générale du IV<sup>e</sup> siècle à nos jours*.

(2) *Mémoires de Frédéric II, roi de Prusse, op. cit.*

(3) *Id.*

certes pas besoin de cette émigration, eux qui étaient déjà les principales victimes des droits exorbitants reconnus alors aux belligérants. Aussi, inquiet de la dépopulation que des levées aussi fréquentes ne pouvaient manquer d'amener, Frédéric mit des difficultés au passage de ces soldats dans les pays du Bas-Rhin, de Minden et de Magdebourg qui dépendaient de la couronne de Prusse (1). Mais, à côté de ce premier mobile très désintéressé, le roi de Prusse en avoue un second qui l'est beaucoup moins : celui de causer des ennuis à l'Angleterre pour se venger des mauvais procédés de ce dernier pays. Toutefois, comme il l'avoue lui-même, il ne voulut pas pousser les choses à l'extrême, car il craignait d'augmenter le nombre de ses ennemis (2). Aussi, son opposition purement platonique n'occasionna qu'une gêne légère au gouvernement anglais.

Ces conventions n'ont en vue que la levée d'un contingent déterminé ; mais dans d'autres cas les enrôlements étaient obtenus d'une autre manière. D'après le droit de l'époque, un Etat pouvait concéder à un autre le droit d'avoir sur son territoire des bureaux d'enrôlement et des fonctionnaires chargés du recrutement. La France avait, pendant la guerre de Sept ans, un bureau d'enrôlement à Francfort et, pendant la guerre de Trente ans, concéda au roi de Suède, à charge de réciprocité, le droit de lever des soldats sur son territoire (3). Malgré l'octroi d'un droit si important à Gustave-Adolphe, elle resta encore quatre ans en paix avec l'empire.

Il est inutile de dire que ce système est absolument contraire au droit moderne ; si les nationaux d'un Etat

(1) *Mémoires de Frédéric II, roi de Prusse, op. cit.*

(2) *Id.*

(3) *Traité de Boerwald, 1631.*

peuvent encore aujourd'hui s'engager de leur propre volonté dans une armée étrangère, il n'est pas admis que des Etats puissent avoir chez leurs voisins des fonctionnaires chargés d'en enrôler les ressortissants. Actuellement, ce souci est poussé si loin que, quand éclate un conflit entre deux puissances étrangères, les gouvernements neutres ont soin d'empêcher l'arrivée de racleurs sur leur territoire.

### LEVÉES D'HOMMES PENDANT LES PASSAGES

Il existait encore un dernier mode d'enrôlement qui n'est d'ailleurs que la conséquence du droit de passage ; les troupes qui passaient sur le territoire d'un Etat neutre ne se faisaient pas faute de réparer les pertes causées soit par les marches, soit par les désertions, en incorporant dans leurs rangs les sujets neutres aptes à faire la guerre ; si ces derniers s'étaient engagés de leur plein gré, le procédé pourrait être regardé comme régulier, étant données les mœurs du temps ; on pourrait les comparer à ceux qui prenaient et prennent encore du service dans une armée étrangère, poussés par le seul but des aventures et du pillage ; mais, la plupart du temps, les moyens employés par les recruteurs devaient ressembler à ceux des agents de Wallenstein qui, lorsqu'ils entraient dans une maison où se trouvaient des jeunes gens valides, jetaient sur la table des ducats et un bout de corde en s'écriant : « Choisissez : ou soldat, ou pendu » (1).

Le droit de passage ne pouvait qu'aboutir à des conséquences de ce genre ; ou bien les généraux, pour alimenter leurs régiments, usaient des procédés les plus

(1) CHARVÉRIAT, *Histoire de la guerre de Trente ans*.

rigoureux, procédés qu'ils employaient également pour se procurer les choses nécessaires à leurs troupes ; ou bien les paysans, voyant leurs terres ravagées et leurs demeures brûlées, s'engageaient de désespoir parmi leurs oppresseurs, pour pouvoir vivre comme eux du pillage et de la maraude. C'est toujours ce qui arrive, lorsque les neutres ou la population civile ne sont pas suffisamment protégés contre les excès des armées. Nous le voyons encore aujourd'hui, non plus en Europe où le droit des gens est partout reconnu et où la guerre est soumise à des lois relativement bien établies, mais dans les autres parties du monde où ces faits sont encore fréquents ; dans les longues et terribles guerres qui depuis une cinquantaine d'années ont ensanglanté l'Extrême-Orient, on a toujours vu les belligérants, Taï-pings, Pavillons-Noirs, Boxers, Honnbouzes, recruter leurs adhérents parmi les paysans dont ils ravageaient les demeures et les propriétés ; la guerre nourrissait la guerre, et il est très difficile d'éteindre les foyers d'incendie de ce genre.

Ces levées d'hommes se pratiquèrent pendant toute la guerre de Trente ans, Wallenstein en particulier recrutait partout où il passait : chez ses alliés, ses ennemis ou les neutres, peu lui importait ; et, à sa suite, tous les généraux qui combattirent dans cette guerre employèrent des procédés d'enrôlement analogues. Ils usèrent si largement de ces moyens qu'ils épuisèrent l'Allemagne d'hommes et, à la fin du conflit, il leur était impossible d'appliquer l'adage que la guerre devait nourrir la guerre ; ils ne trouvaient plus de recrues dans les pays qu'ils traversaient et les gouvernements

étaient obligés de les prendre ailleurs : en France, en Suède, en Espagne (1).

En Italie, les belligérants agissaient de même. En 1648, les Espagnols, traversant les Etats du pape pour porter secours à la ville d'Orbitello assiégée par les Français, levaient des hommes en traversant le territoire neutre, de sorte que leur armée, au lieu de diminuer, comme il arrive toujours dans les marches, augmentait (2).

### FOURNITURES D'ARMES ET DE MUNITIONS

Si le droit d'alors reconnaissait aux neutres la faculté de fournir des hommes aux belligérants, il reconnaissait *a fortiori* qu'il leur était loisible de fournir soit des subsides, soit des secours matériels : armes, munitions, vivres, vaisseaux de guerre même, aux puissances en lutte ; par le traité de Boerwald qui est l'application la plus frappante de la Neutralité imparfaite, le roi de France s'engageait à verser, ou plutôt à donner, à Gustave-Adolphe la somme nécessaire à l'entretien d'une armée de 36,000 hommes.

Aujourd'hui, aucun belligérant ne consentirait à se voir ainsi lésé ; mais peut-être la différence entre les deux époques n'est-elle pas si considérable qu'elle en a l'air. De nos jours, les belligérants empruntent dans les Etats neutres ; la plupart du temps, les fonds leur manqueraient pour une guerre prolongée, s'ils n'avaient recours à ce procédé ; et il est parfaitement admis que les neutres ont le droit de leur avancer les fonds néces-

(1) CHARVÉRIAT, *Histoire de la guerre de Trente ans*, op. cit.

(2) BOUGEAUT, *Histoire des traités de Westphalie*.

saires. Ce n'est assurément pas le fait des gouvernements, mais celui des particuliers qui ont bien le droit de placer leur argent là où il leur rapportera un intérêt légitime. La différence serait très grande si l'on ne songeait que, pour placer un emprunt, il faut avoir l'agrément au moins tacite du gouvernement neutre et qu'il est impossible de s'en passer, car les Etats ne sont nullement désarmés en face des financiers qui voudraient se passer de leur assentiment et ont à leur disposition de nombreux moyens de faire échouer un emprunt qui leur déplaît. Les exemples n'en manquent pas et, chaque année, les négociations laborieuses qui s'engagent entre certains gouvernements prouvent que l'admission d'un emprunt à la cote officielle n'est le plus souvent que le résultat d'un marché. Au fond, les gouvernements sont donc tout aussi maîtres qu'autrefois de prêter ou de laisser prêter à qui ils veulent. Les deux seules différences qui existent avec l'ancien droit sont que l'argent est avancé non par les gouvernements, mais par les particuliers, différence peu importante en somme et, seconde différence plus sérieuse, que l'argent est prêté à intérêt et non donné, comme ce qui eut lieu dans le traité de Boerwald, chose qui serait impossible aujourd'hui, car, avec le coût énorme des conflits actuels, jamais un Etat ne pourrait donner les sommes nécessaires.

Si le droit d'alors autorisait les neutres à fournir des subsides aux belligérants, à plus forte raison il leur permettrait de procurer à leurs alliés des secours matériels : vivres, armes, munitions, vaisseaux de guerre. Pourtant il ne semble pas que Grotius admette cette théorie ; il déclare que l'Etat qui par un secours quelconque prolonge la guerre « commet un acte criminel » et condamne ainsi tout envoi de secours aux belligérants, de

ce que nous appellerions aujourd'hui de la contrebande de guerre. Mais sa théorie, si tel est bien son esprit, n'a été aucunement observée au cours des xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles et jamais les neutres ne se sont fait faute de fournir aux puissances amies tout ce qui est nécessaire à la guerre.

En 1689, en plus de l'envoi de 6,000 hommes, le roi de Suède procura 12 vaisseaux aux Hollandais (1) ; ce seul exemple montre le chemin parcouru par les idées de Neutralité. Tandis qu'autrefois, la Suède vendait à la Hollande des vaisseaux armés et équipés, dans une guerre récente, un Etat neutre vendant à des particuliers des vaisseaux déclassés et sans chaudières a exigé qu'ils fussent démolis sur place pour être sûr qu'ils ne seraient cédés ni à l'une, ni à l'autre des parties en lutte. En outre, il est défendu, même à un particulier, de vendre des vaisseaux de guerre à un Etat belligérant, et si, par hasard, cet Etat a des navires en construction chez un neutre, ils ne lui sont livrés qu'à la paix.

Cependant, encore aujourd'hui, les particuliers peuvent, à leurs risques et périls, vendre de la contrebande de guerre aux belligérants ; mais, de même que pour les emprunts, s'il s'agit d'une grosse fourniture de matériel, une commande d'artillerie par exemple, les gouvernements neutres ont de nombreux moyens d'action sur les fabricants et peuvent facilement les empêcher de transgresser leurs ordres ; toutefois, quand il s'agit de commandes peu importantes, leur influence est très atténuée. Seule, la vente des navires de guerre est soumise à un droit spécial ; ils ne peuvent jamais être fournis à un belligérant, et ce en vertu d'une fiction : ils ne sont pas seulement considérés comme matériel de

(1) PUFENDORF, *De rebus suecicis*, *op. cit.*

guerre, mais comme de petites armées qui sortiraient d'un port tout armées et équipées, de sorte que la livraison d'un navire de guerre à un belligérant est assimilée à la formation d'une armée hostile en territoire neutre. Cette interprétation à elle seule suffit à expliquer la condamnation de l'Angleterre dans l'affaire de l'Alabama.

En réalité, la question de fournitures de matériel de guerre ou de subsides s'est plutôt déplacée que résolue. Ce sont toujours les gouvernements qui ont la haute main sur ces transactions et, sans être directement en cause, peuvent agir avec la même autorité que les souverains des <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles. Il n'y a d'exception que pour les vaisseaux de guerre dont la vente est soumise à des règles très étroites et restrictives ; pour le reste, la seule différence est que l'argent est prêté à intérêt et le matériel échangé contre argent, au lieu d'être donnés.

## INCORPORATION DES PRISONNIERS DE GUERRE

### DANS L'ARMÉE VICTORIEUSE

Le système de recrutement du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle aboutissait à faire des armées un ramassis d'aventuriers de toute nationalité, servant uniquement poussés par l'appât du gain et celui de la maraude. Les officiers eux-mêmes, recrutés de la même façon parmi toutes les nations de l'Europe, étaient ordinairement plutôt les serviteurs de leur général que ceux de l'Etat. Wallenstein avait poussé ce genre de recrutement jusqu'aux dernières limites ; il donnait de l'avancement à ses officiers ou les révoquait, sans avoir même l'approbation du gouvernement impérial. Ses lieutenants n'étaient responsables

que devant lui et lui devaient, par contre, tout leur avancement et tous leurs honneurs. C'est pour avoir trop compté sur la fidélité de ses officiers et cru qu'ils le suivraient jusqu'à la trahison que Wallenstein succomba à Eger sous les coups d'étrangers ; les meurtriers qui, à l'instigation de Piccolomini, mirent à mort leur chef étaient le colonel irlandais Butler et les majors écossais Lessley et Gordon.

Ce n'étaient pas les seuls étrangers qui servaient dans l'armée impériale ; aussi, n'étant pas retenus par les liens du patriotisme, ils passaient très facilement d'un parti à l'autre. C'est ainsi que nous trouvons Piccolomini, Italien né à Sienne, servant d'abord dans l'armée espagnole, puis dans l'armée impériale ; il retourna ensuite dans l'armée espagnole pour revenir dans l'armée impériale où il termina sa carrière comme feld-maréchal. Tel encore le général Kraatz qui, après avoir servi dans l'armée impériale, prit du service dans l'armée suédoise. Fait prisonnier par les impériaux à Nordlingen avec son chef, le maréchal Horn, il fut décapité comme traître, à Vienne (1).

Commandées par des officiers d'aventure et composées de soldats recrutés dans toute l'Europe, les armées se vendaient parfois tout entières. Ainsi l'armée du duc Bernard de Saxe-Weimar fut, après la mort de Gustave-Adolphe à Lutzen, achetée par la France. Elle garda tout son état-major et du service de la Suède passa à celui de la France ; il est inutile de dire qu'actuellement une chose de ce genre ne serait plus possible et elle ne l'était alors que par suite de l'extrême diversité de nationalité qui existait tant parmi les officiers que parmi les soldats.

(1) CHARVÉRIAT, *Histoire de la guerre de Trente ans*, op. cit.

Pour ces diverses raisons, il s'était introduit dans les armées de l'époque une habitude qui va à l'encontre de tout le droit moderne : l'incorporation des prisonniers de guerre dans les rangs de l'armée victorieuse. Pour nous, un prisonnier de guerre est pour ainsi dire neutralisé. Le belligérant ne doit ni le forcer à porter les armes contre son pays, ni même l'employer à des besognes nuisibles à sa patrie, par exemple à construire des forteresses pour arrêter ses compatriotes ou creuser des retranchements pour les empêcher de sortir d'une place assiégée. Agir autrement serait considéré comme attenter aux sentiments de patriotisme des soldats prisonniers. Au xvii<sup>e</sup> siècle, au contraire, non seulement on employait les prisonniers à n'importe quels travaux, mais encore, aussitôt la bataille où ils avaient été faits prisonniers terminée, on les incorporait dans l'armée victorieuse et ils pouvaient, quelques semaines plus tard, combattre leurs anciens chefs et camarades.

Pour couvrir les officiers et soldats prisonniers obligés ainsi de combattre leurs anciens compagnons d'armes, on avait recours à une fiction. Pendant les campagnes de Gustave-Adolphe et de Tilly, on considérait que le serment de fidélité du soldat n'allait pas plus loin que le drapeau du régiment dont il faisait partie ; aussi, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui où le soldat même fait prisonnier n'est pas délié du serment fait à son pays, une fois le drapeau du régiment tombé aux mains de l'ennemi, les soldats prisonniers pouvaient en toute régularité prendre du service dans les rangs de l'armée qui l'avait conquis. Quand, au siège de Colberg fait par les Suédois sous les ordres du colonel Boetius, le gouverneur Mors sortit de la place avec les honneurs militaires, il n'avait pas ses drapeaux. Si les Suédois avaient mis cette condition dans la reddition de la

place, c'est qu'ils espéraient voir les soldats impériaux, déliés de leur serment, s'engager en grand nombre dans leurs rangs ; leur espoir d'ailleurs fut déçu ; 400 hommes seulement passèrent à l'ennemi, malgré la pression qui fut faite sur eux (1).

Pendant toute la guerre de Trente ans, ce procédé fut constamment appliqué. En 1631, Gustave-Adolphe, après sa victoire de Leipzig remportée sur Tilly, incorpora dans son armée une grande partie des prisonniers impériaux et, en 1634, après la bataille de Nordlingen où l'armée suédo-weimarienne fut à peu près totalement détruite, 6,000 prisonniers furent immédiatement incorporés dans l'armée impériale (1).

Plus on avance dans l'histoire de cette guerre et plus on constate que ce procédé est employé ; cela tient à ce que le pays ravagé en tous sens par les armées ne pouvait plus fournir d'hommes ; on en faisait une consommation effrayante ; pour en donner une idée, il suffit de rappeler qu'en 1632, pendant le camp de Nuremberg, l'armée de Wallenstein comptait 60,000 hommes et celle du roi de Suède, 50,000. Chacune de ces armées, quand le camp fut levé, avait perdu le tiers de son monde tué au feu ou mort de maladie, sans compter les pertes de la population civile de Nuremberg qui avait disparu en grande partie, victime des épidémies. Aussi, bien que les belligérants changeassent continuellement de quartiers, le pays épuisé ne parvenait plus à les nourrir, ni à les recruter ; et comme les généraux ne recevaient de leurs gouvernements ni fournitures, ni recrues, ils étaient obligés d'avoir recours aux dernières ressources : l'incorporation des prisonniers, qui leur per-

(1) CHARVÉRIAT, *Histoire de la guerre de Trente ans*, op. cit.

mettait de réparer dans une certaine mesure les pertes faites pendant les combats et pendant les marches. A la fin de la guerre, ils ne calculaient l'importance d'une victoire qu'au nombre de prisonniers faits pendant la lutte (1).

Au fur et à mesure que, de simples bandes de condottieri, les armées deviennent nationales, l'incorporation des prisonniers de guerre devient plus rare, et ce pour deux raisons : la première, purement théorique, qu'on ne peut imposer à des patriotes l'obligation de servir contre leur pays, et la seconde, qui n'est que la conséquence de la première : l'impossibilité d'attendre de bons services de gens servant à contre-cœur et cherchant tous les moyens de s'échapper ; néanmoins, on en trouve encore un exemple au xviii<sup>e</sup> siècle, et l'un des plus odieux qui ait existé : l'incorporation de l'armée saxonne dans l'armée prussienne par Frédéric II, roi de Prusse.

Ce souverain, après avoir forcé les Saxons à capituler dans le camp de Pirna, les incorpora purement et simplement dans son armée ; le marquis d'Argens couvre ce monstrueux abus de la force d'un singulier euphémisme : « Incorporer Albe dans Rome et faire que les ennemis de l'Etat en deviennent les défenseurs » (2). Quant à Frédéric, son seul regret est d'avoir laissé les troupes saxonnes en corps et de ne pas les avoir réparties dans ses régiments ; elles ne rendirent en effet que de médiocres services ; la plupart des Saxons désertèrent (3).

(1) CHARVÉRIAT, *Histoire de la guerre de Trente ans*, op. cit.

(2) LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire générale du IV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, op. cit.

(3) L'armée saxonne, qui venait de se rendre, comptait 17,000 têtes ; l'artillerie qu'on prit passa 80 pièces de canon ;

Quoi qu'il en soit, les incorporations de prisonniers de guerre ne sont, au xviii<sup>e</sup> siècle, que l'exception ; les armées sont en général composées en grande majorité des nationaux de l'Etat qui les emploie, sauf pourtant l'armée française de Rosbach qui était pour le plus grand nombre composée d'Allemands des cercles dont la résistance aux Prussiens fut d'ailleurs à peu près nulle ; les chefs qui les commandent ne sont plus des aventuriers comme beaucoup d'officiers du xvii<sup>e</sup> siècle, mais des serviteurs de l'Etat. Aussi est-il impossible de les acheter comme la France l'avait fait pour Bernard de Saxe-Weimar et son armée, et l'inutilité des incorporations forcées est du reste pleinement démontrée par la désertion en masse des Saxons de Pirna. Aussi les circonstances, en changeant, ont-elles peu à peu amené l'amélioration du droit de la guerre et conduit à neutraliser les prisonniers, comme on le fait aujourd'hui.

## DE LA LEVÉE DE TROUPES AU MILIEU DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

### THÉORIE DE VATTEL

Au point de vue historique, il est difficile de dire que les levées d'hommes au xviii<sup>e</sup> siècle soient beaucoup moins fréquentes qu'au xvii<sup>e</sup>. Le système a évolué ; l'enrôlement n'a pas disparu, mais les procédés ont changé ; l'arbitraire des agents de Wallenstein a été

le roi distribua ces troupes et en forma 20 nouveaux bataillons d'infanterie ; mais il commit la faute de n'y point mêler de ses sujets, à l'exception des officiers qui étaient tous de ses Etats ; cette faute influa par la suite sur le peu d'usage qu'on tira de ces régiments et sur les mauvais services qu'ils rendirent. (*Mémoires de Frédéric II, roi de Prusse, op. cit.*).

remplacé par l'or de l'Angleterre ; mais le fait est demeuré : les neutres fournissent toujours des hommes aux belligérants. Vattel, d'ailleurs, leur en reconnaît le droit ; ses idées sur cette question manquent un peu de netteté, mais, contrairement à Grotius et à Pufendorf qui n'en parlaient pas, il a une théorie complète. Il reconnaît qu'un Etat a le droit de vendre des hommes à un belligérant et qu'ainsi les Suisses, ce faisant, restent dans la limite de leur droit et ne font pas acte de guerre envers les ennemis du roi de France ; mais, s'apercevant des abus qu'une théorie pareille peut entraîner avec elle, il ajoute que, si les auxiliaires ainsi fournis forment la grande majorité de l'armée belligérante, l'Etat contre qui est ainsi exercée la Neutralité imparfaite peut traiter le neutre en ennemi. Il suppose ici que la guerre se fait non plus seulement entre les deux Etats, mais entre l'un des belligérants et deux autres Etats coalisés contre lui ; la distinction est très subtile et il est très difficile de délimiter la proportion à partir de laquelle le neutre excède son droit et s'expose à être traité en belligérant. Aussi, en tout cas, une vente d'hommes sera toujours, dans ces conditions, un nid à chicanes entre le belligérant lésé et le neutre.

Dans cette question comme dans toutes les autres, l'hésitation et la subtilité sont les grands défauts de Vattel. Les habitudes de l'époque l'empêchent certainement d'aller jusqu'au bout de ses idées qui l'amèneraient logiquement à supprimer la vente d'hommes. Peut-être aussi est-il influencé par l'exemple de son pays, la Suisse, fournissant des auxiliaires à la France, et l'insistance qu'il met à appuyer sur ce fait qu'en agissant ainsi ses compatriotes ne rompent pas la Neutralité, donne à le penser.

On est d'autant plus porté à le croire qu'il commence

par donner sur ce sujet la même opinion que Grotius et Pufendorf. Un peuple neutre, selon lui, doit montrer une exacte impartialité entre les nations qui se font la guerre et, de même que ses devanciers, il fait aux neutres un devoir absolu de ne fournir librement ni troupes, ni armes, ni munitions aux belligérants, et il en donne la raison : il est impossible de tenir la balance absolument égale entre deux nations en guerre et il pousse même le souci de l'impartialité jusqu'à dire que, dans tout ce qui ne regarde pas la guerre, une nation neutre et impartiale ne doit pas refuser à l'un des belligérants ce qu'elle accorde à l'autre.

Cette théorie générale est la condamnation absolue de la levée d'hommes en pays neutre ; mais, de même que pour le droit de passage, Vattel y met des restrictions et en atténue la rigueur en admettant qu'un Etat peut fournir un secours à un autre, quand il y est obligé ; il ne définit pas ce qu'il entend par le mot « obligation », mais il en donne un exemple en disant qu'un Etat ayant une ancienne alliance défensive avec une autre puissance doit, en vertu de ce traité, envoyer le secours promis à son allié en guerre avec un tiers ; mais, contrairement à ce qui a lieu aujourd'hui, l'Etat neutre, dans ce cas, ne s'engage pas lui-même dans la lutte ; de même que l'Etat qui vend des hommes, il ne doit pas être considéré comme ennemi : seuls les auxiliaires doivent l'être et Vattel montre la Suisse vendant des auxiliaires à la France et la Hollande en fournissant à la reine de Hongrie, sans pour cela être elles-mêmes parties dans les guerres où combattent leurs nationaux (1).

La question des subsides est réglée par lui de la

(1) E. DE VATTEL, *Droit des Gens*, op. cit.

même manière que celle du recrutement. Les neutres ne doivent pas en principe procurer des subsides aux belligérants, mais il y fait encore une exception en admettant le prêt d'argent, à moins qu'ils ne soit manifestement fait en vue d'attaquer un Etat ; dans ces conditions, une déclaration de guerre de la part du belligérant lésé serait légitime ; toutefois, s'il s'agissait de faire passer cette idée dans le domaine de la pratique, on se heurterait à de nombreuses difficultés : car jamais un Etat ne prête de l'argent pour faire la guerre : il trouve toujours des prétextes plus ou moins bons pour masquer ses secrets desseins, et alors qui décidera si le prêt est fait en vue de pousser le débiteur à faire la guerre ou s'il est simplement destiné à rapporter un intérêt ou quelque autre avantage légitime au bailleur de fonds ? Si on laisse ce soin au belligérant lésé, on tombe en plein arbitraire.

Si Vattel est hésitant sur la question du prêt d'argent, il n'en est pas de même lorsque l'argent, au lieu d'être prêté, est donné ou lorsqu'un neutre donne des hommes à ses frais à l'un des belligérants. Sur ces deux points, il déclare nettement que la partie lésée est en droit de considérer un pareil secours fourni à son adversaire comme un *casus belli* et condamne par le fait même la Neutralité telle qu'elle fut pratiquée par la France en 1631 et celle de la Saxe en faveur de l'Autriche au traité de Leipzig ; ces Etats ne recevant comme compensation de leur or et de leurs hommes que l'affaiblissement présumé de leurs adversaires.

Vattel, en somme, ne reconnaît plus la Neutralité parfaite au sens strict du mot ; mais il fait une grande différence entre le don, la vente et le prêt. Le neutre qui donne des hommes ou de l'argent rompt sa Neutralité. Celui qui prête à intérêt ou vend des auxiliaires — et

pour lui les hommes ne sont qu'une marchandise comme une autre — ne fait qu'acte de commerçant qui cherche à tirer de son bien le plus grand bénéfice possible et, par conséquent, il reste dans la limite de son droit. Il n'a donc pas vu qu'il existe une très grande différence entre les diverses sortes de marchandises, entre la contrebande de guerre et les choses indifférentes. C'est une grande lacune qu'il laisse dans sa théorie, lacune qui, quelques années plus tard, sera comblée par le droit moderne.

---

# LA NEUTRALITE IMPARFAITE

VERS LE MILIEU DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Neutralité imparfaite voit donc son champ d'action singulièrement rétréci ; chez Vattel, elle tend, de plus, à disparaître au profit de la Neutralité générale.

L'auteur du « Droit des Gens » ne se rencontre que sur un point avec ses prédécesseurs : Grotius, Pufendorf et Buddeus. Comme eux, il admet l'observation de la Neutralité imparfaite en faveur du belligérant engagé dans une guerre juste. Quoiqu'il n'impose pas aux neutres l'obligation d'intervenir, qu'il leur conseille de consulter leurs intérêts avant de s'engager et même parfois de s'incliner devant la force comme le fit Victor-Amédée, duc de Savoie, devant Louis XIV, sa théorie n'en est pas moins fort dangereuse. Les peuples, de même que les individus, se laissent dans leurs appréciations guider plus souvent par leurs passions et leurs sentiments que par la raison et, si cette idée était par hasard mise en pratique, les neutres se partageraient en deux camps et menaceraient de prendre les armes pour leurs partis respectifs.

La même objection se pose, lorsqu'il admet l'envoi d'un secours à un belligérant en vertu d'un traité défensif. La partie lésée peut ne pas accepter un pareil procédé, ce que fit Frédéric II à l'égard de la Saxe. Aussi n'existe-t-il guère pour le neutre que deux alternatives : ou ne rien envoyer et en conséquence rester dans la Neutralité générale ; ou faire honneur à sa signature et se mêler directement à la lutte. Dans les deux cas, c'est la condamnation de la Neutralité imparfaite.

En dehors de ces exceptions, il n'admet plus que la Neutralité générale, car il ne semble pas qu'il considère l'achat et la vente d'hommes comme rentrant dans la Neutralité particulière. Pour lui, la vente de recrues n'est qu'une affaire commerciale à laquelle le belligérant lésé n'a rien à voir. Et pourtant il a vu que ce procédé présentait un très grand nombre d'inconvénients, puisqu'il limite le nombre d'auxiliaires à une proportion déterminée, au delà de laquelle le neutre s'expose à être traité en ennemi par la partie lésée. Cette opinion aurait dû l'amener à supprimer radicalement cette source d'abus, mais là encore il a voulu ou a dû faire quelques concessions à l'esprit de son temps.

Grotius accordait aux belligérants des droits exorbitants qui, dans beaucoup de cas, n'étaient que l'exercice du droit du plus fort ; chez lui, le droit de passage n'est guère que le droit du poing des Allemands, le *Faustrecht*. Vattel, au contraire, en ramène l'exercice à des limites plus raisonnables et généralement le soumet à la bienveillance et à l'amitié du neutre.

Mais, ce faisant, il porte encore une atteinte à son principe de Neutralité générale et retombe dans le cercle vicieux où il s'est mis en admettant l'envoi de secours à un belligérant ami. Le neutre s'attirera toujours les récriminations, les menaces de la partie lésée et, quoique Vattel soutienne qu'en agissant ainsi, le neutre reste dans la limite de son droit, sa théorie elle-même ne semble pas reposer sur une base bien solide ; il refuse, en effet, aux neutres le droit de donner du matériel de guerre aux belligérants et il leur accorde le droit de passage. Et pourtant, contradiction étrange entre la théorie et la pratique, il approuve les Suisses de refuser l'accès de leur territoire à toute armée belligérante.

S'il améliore ainsi considérablement le droit de la guerre sur ce point, il n'en est pas de même pour le droit d'occupation de places en pays neutres ; il en reste au même point que Grotius ; la restriction insignifiante qu'il met à la théorie de son prédécesseur n'a au fond aucune importance pratique.

Les changements politiques survenus en Europe ont, non moins que les idées, contribué à l'amélioration de la situation des neutres. Au xvii<sup>e</sup> siècle, l'Allemagne, composée d'un conglomérat d'Etats sans force et sans cohésion, était devenue le champ de bataille de l'Europe. Les belligérants vivaient sur son territoire et, vu la faiblesse de ces petites principautés, « y entraient et s'y battaient comme en pays ouvert » (1). Ses malheureuses populations faisaient tous les frais de la guerre, en subissaient les conséquences beaucoup plus que les belligérants eux-mêmes, ce qui faisait dire au chancelier de Gustave-Adolphe Oxenstierna que « la guerre était devenue la principale institution de l'Etat ». Au siècle suivant, l'Italie, composée, comme l'Allemagne du xvii<sup>e</sup> siècle, d'une poussière d'Etats, dut, elle aussi, subir toutes les exactions sur son territoire.

Mais le xviii<sup>e</sup> siècle est en même temps l'époque où les Etats commencent à s'agglomérer et à se concentrer. Certes l'Allemagne a été terriblement ravagée pendant la guerre de Trente ans : certaines de ses provinces ont été transformées en désert ; mais cette crise a eu pour elle l'avantage de réduire le nombre d'Etats la constituant et d'augmenter d'autant la force de ceux qui subsistaient.

A cette époque, cesse aussi d'être vrai le vieil adage : *Cujus regio, ejus religio*. Le statut national l'emporte

(1) E. DE VATTEL, *Droit des Gens*, op. cit.

sur le statut personnel du souverain ou plutôt l'intérêt du souverain se confond avec l'intérêt national ; dans la déclaration de guerre de 1734, l'empereur resserre les liens qui l'unissent à ses vassaux ; il leur ordonne de s'unir à lui pour combattre la France et de là sortirent certaines situations bizarres. Certains princes firent la guerre à la France, tout en restant neutres d'un autre côté. En tant que roi d'Angleterre, Georges II resta neutre ; comme électeur du Hanovre, il combattit la France. Frédéric resta neutre dans l'affaire polonaise et, comme prince du Saint-Empire, il prit part à la lutte.

Ces diverses causes amenèrent peu à peu la suppression totale de la Neutralité imparfaite. Cette théorie, d'ailleurs, n'était guère viable ; les conséquences auxquelles elle aboutissait étaient, dans l'ensemble, décourageantes. Toutefois, quand elle apparut pour la première fois chez Grotius, elle marquait un réel progrès sur ce qui l'avait précédé ; mais elle ne put durer ; il avait fallu des siècles pour arriver à la concevoir ; il fallut fort peu de temps pour la voir disparaître. De Grotius qui l'inventa à Vattel qui en marque la fin, il ne s'écoula que 130 ans ; une trentaine d'années après, elle avait disparu, faisant place à la Neutralité générale.

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                  | Pages. |
|--------------------------------------------------|--------|
| THÉORIE GÉNÉRALE DE LA NEUTRALITÉ.....           | 1      |
| DE LA NEUTRALITÉ GÉNÉRALE OU PARFAITE.....       | 2      |
| DE LA NEUTRALITÉ PARTICULIÈRE OU IMPARFAITE..... | 3      |

## **Du droit de passage.**

|                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Théorie de Grotius et Pufendorf .....                                               | 7  |
| Historique du droit de passage. — Ce droit pendant la<br>guerre de Trente ans ..... | 8  |
| Du droit de passage de la paix de Westphalie à Vattel                               | 11 |
| La neutralité chez Vattel. — Du droit de passage chez<br>Vattel .....               | 22 |

## **Du droit d'occupation de places en pays neutre.**

|                                                                                    |    |
|------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Théorie de Grotius et Pufendorf .....                                              | 27 |
| De l'occupation des places en pays neutre pendant la<br>guerre de Trente ans ..... | 28 |
| L'occupation des places neutres de la paix de West-<br>phalie à Vattel .....       | 35 |
| De la prise de places en pays neutre chez Vattel.....                              | 45 |

## **De la levée de troupes en pays neutre.**

|                                                |    |
|------------------------------------------------|----|
| Théorie de Grotius et Pufendorf .....          | 48 |
| Différentes sortes de levées d'hommes.....     | 49 |
| Levées d'hommes en pays neutre par traité..... | 52 |

# TABLE DES MATIÈRES

79

|                                                                                         | Pages. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Levées d'hommes pendant les passages.....                                               | 59     |
| Fournitures d'armes et de munitions.....                                                | 61     |
| Incorporation des prisonniers de guerre dans l'armée victorieuse.....                   | 64     |
| De la levée de troupes au milieu du XVIII <sup>e</sup> siècle. — Théorie de Vattel..... | 69     |
| LA NEUTRALITÉ IMPARFAITE VERS LE MILIEU DU XVIII <sup>e</sup> SIÈCLE..                  | 74     |





